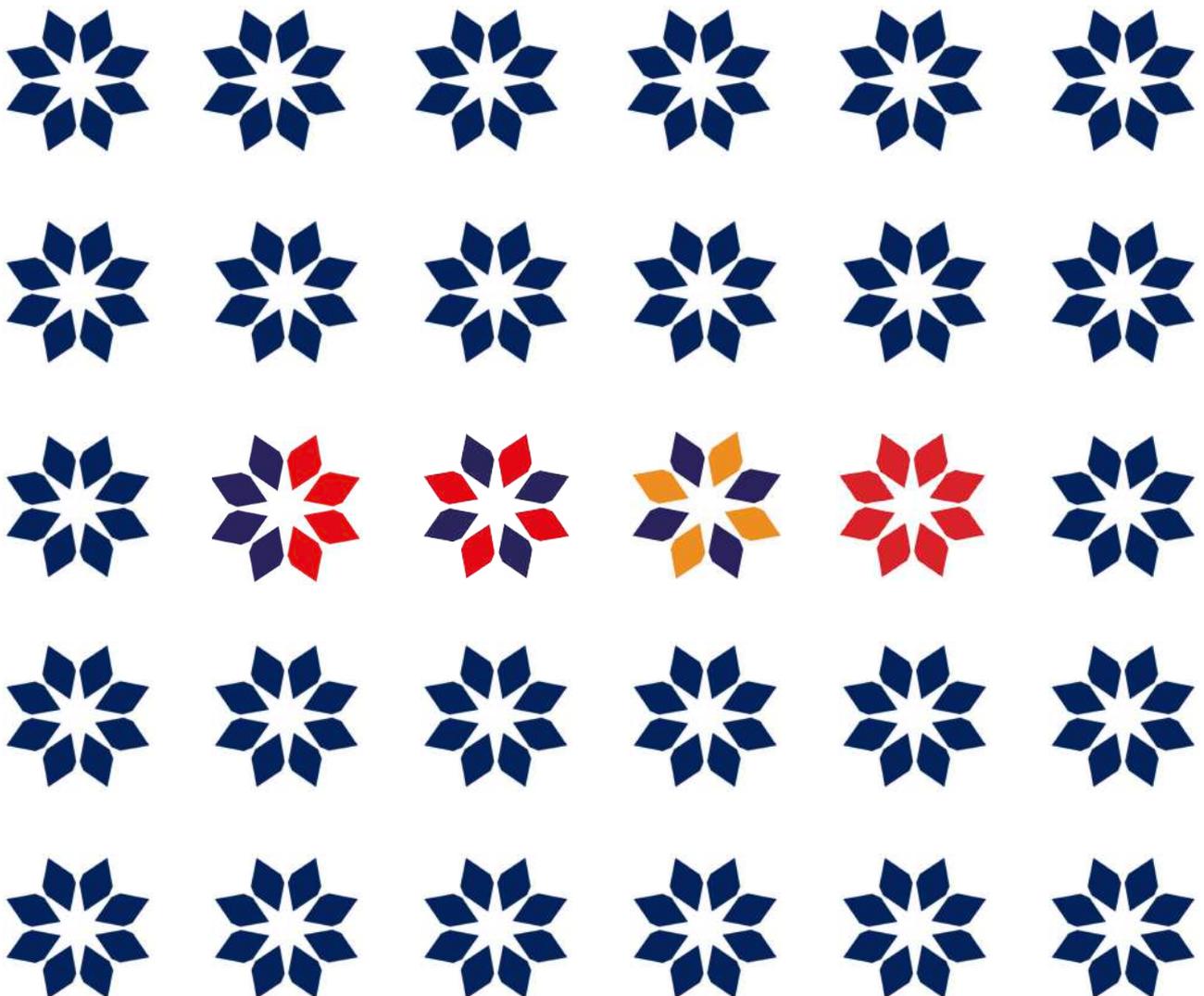




FONDATION  
FRANCE-ASIE

Fonds de préfiguration

# NOUVEAUX REGARDS SUR L'ASIE



Une perspective nouvelle sur l'Asie et la diversité de ses enjeux  
et de ses cultures, mêlant regards d'experts et d'acteurs de haut niveau.

## SOMMAIRE

### p.3 **Éditorial.**

par Jean-Raphaël Peytregnet,  
Directeur de la publication et ancien  
diplomate.

### p.6 **Actualités asiatiques.**

par Pierre Haski,  
Journaliste pour France Inter.

### p.7 **Coopération, sécurité et innovation : un nouvel élan pour les relations franco-taïwanaises.**

Avec HAO Pei-Chih,  
Représentante du Bureau de Représentation  
de Taipei en France.

### p.11 **De Surabaya à Nusantara : urbanisation et capitales en mutation en Indonésie**

avec Manuelle Franck,  
Professeure de géographie à l'Institut  
National des Langues et Civilisations  
Orientales (INALCO).

### p.20 **Le pragmatisme géopolitique de l'Inde entre Pékin, Moscou et Washington.**

avec Karine de Vergeron,  
Directrice associée du Global Policy  
Institute et Membre du comité scientifique  
de la Fondation Robert Schuman.

### p.25 **La Chine, le sommet de Tianjin et la parade militaire consécutive, faut-il en avoir peur ?**

par Yves Carmona,  
Ancien diplomate.

### p.29 **La fête des lumières en Birmanie.**

par San San HNIN TUN,  
Professeure de birman à l'INALCO.

## AGENDA

9-12 octobre

Séminaire Young Leaders France-Inde  
2025 à New Delhi et Mumbai

9 octobre

Table-ronde France India AI  
Initiative x Healthcare à New Delhi

« Social adoption of AI: challenges and changes  
towards inclusion »

14 octobre

Table-ronde France India AI  
Initiative x Brunswick à Paris

« From competition to cooperation: can France,  
India, and the U.S. build a shared  
vision for a trustworthy AI ? »

27 novembre

Conférence autour de Xavier Huillard,  
Président Vinci.

3 décembre

Table-ronde France India AI  
Initiative x ICM à Paris

9 décembre

Forum Track 2 France-Chine à Paris

---

Plus d'information sur le site de la  
Fondation France-Asie  
[fondationfranceasie.org](https://fondationfranceasie.org)

Pour participer aux événements, écrire à  
[contact@fondationfranceasie.org](mailto:contact@fondationfranceasie.org)



## Jean-Raphaël Peytregnet

Directeur de la publication, ancien diplomate

### ÉDITORIAL

**C**haque pays d'Asie a commémoré son 80<sup>ème</sup> anniversaire à sa manière, montrant là leur singularité dans un espace géographique loin d'être homogène tant d'un point de vue culturel, historique qu'idéologique.

La plus remarquable célébration a été celle de la République populaire de Chine par la majesté de sa démonstration de puissance et encore plus par la présence de ses invités d'honneur, les autocrates Vladimir Poutine et Kim Jong-un encadrant de chaque côté leur hôte, Xi Jinping, suivant en cela le dicton qui se ressemble s'assemble !

*Ce 3 septembre marquait « le 80<sup>ème</sup> anniversaire de la victoire de la Guerre de résistance du peuple chinois contre l'agression japonaise et de la Guerre mondiale antifasciste » comme le rappelait le chef d'État chinois du haut de la porte de la Paix céleste de la cité interdite [1], au même endroit où le 1er octobre 1949 son illustre prédécesseur avait proclamé « l'établissement de la République et du gouvernement du peuple chinois » [2].*

L'étalage des armements les plus modernes ne trompait personne quant à l'objectif visé par ce rassemblement martial. Il s'agissait bien d'une démonstration de force ayant une valeur à la fois combative et dissuasive adressée au monde occidental, et aux États-Unis, le principal ennemi, en particulier.

Le message se voulait double avec la présence à la tribune pour ce défilé militaire des deux chefs d'État russe et nord-coréen aux côtés du chinois, tous trois alliés dans un même combat contre les valeurs démocratiques de l'Occident, et, au-delà, dans l'agression russe de l'Ukraine et la contestation de ses frontières par Moscou.

Quant à eux, à Taïwan, les nationalistes du Kuomintang (KMT) étaient bien les seuls à célébrer en petit comité une victoire sur l'ennemi japonais d'alors qui leur revenait bien plus qu'à leur grand rival continental, réduit pour l'essentiel à mener des combats d'arrière-garde ou des actions de guérilla, sans compter le rôle décisif – mais non mentionné par Pékin – joué par les États-Unis dans la défaite japonaise en août 1945 après le largage des bombes nucléaires sur Hiroshima puis sur Nagasaki.

Rien n'avait en effet été prévu du côté du Parti au pouvoir (DPP) et de son président élu démocratiquement, (William) LAI Ching-te, ce dernier profitant au passage de l'occasion pour adresser à Pékin un message se voulant à la fois de bon sens et préventif : « Taïwan ne commémore pas la paix avec des fusils. » et d'ajouter que ce 80<sup>ème</sup> anniversaire devait servir d'avertissement aux démocraties : « Tout comme l'Europe a été confrontée à une agression fasciste, Taïwan est désormais confrontée à une coercition autoritaire. »

Pour Hanoi, le 2 septembre fournissait l'occasion, sous une forme tout aussi martiale avec force déploiement d'armements tout aussi modernes mais pas autant sophistiqués que ceux de son puissant voisin, de commémorer non pas la défaite japonaise mais la date anniversaire de l'éphémère indépendance de la puissance



coloniale française proclamée par Hô Chi Minh, oubliant les cinq années d'occupation japonaise qui l'avaient précédée (1940-1945), et une France bien décidée, un an après (1946) à reprendre possession de ses anciennes colonies sans avoir vraiment tiré les leçons de sa propre occupation par les troupes allemandes sur son sol. Le 30 avril était également célébré le 50<sup>ème</sup> anniversaire du « jour de la réunification » marqué par la chute de Saïgon (Hô Chi Minh ville) et l'entrée victorieuse du Viêt Minh mettant fin à un conflit meurtrier de vingt années (1955-1975).

Centre de toutes les attentions en tant qu'ancien pays agresseur, le Japon, par la voix de son Premier ministre, Ishiba Shigeru, exprimait à l'occasion de la cérémonie commémorant la mémoire des morts de la guerre l'obligation de « garder profondément en nous nos remords et les leçons tirées de cette guerre ». « Remords » dont les commentateurs relevaient qu'ils n'avaient plus été exprimés par un chef de gouvernement japonais depuis 13 ans.

Sur la sellette après avoir fait subir coup sur coup deux défaites électorales nationales majeures à son parti, le chef du gouvernement (avant de donner finalement sa démission le 8 septembre, ouvrant à nouveau une période d'incertitudes politiques) se devait d'apaiser les membres conservateurs du PLD et sa base de soutien en n'exprimant pas d'excuses publiques, et en même temps, d'éviter des frictions diplomatiques plus sérieuses avec les voisins asiatiques en s'abstenant de se rendre en personne au sanctuaire shinto Yasukuni-jinja (mais en y faisant porter quand même une offrande rituelle) pour y rendre hommage aux soldats « ayant donné leur vie au nom de l'empereur du Japon », y compris les 14 criminels de guerre de classe A jugés par le Tribunal international militaire pour l'Extrême-Orient après le conflit.

Geste inhabituel quand la tradition veut que la préséance soit accordée à Washington, le président sud-coréen Lee Jae-myung, à qui ses opposants politiques reprochaient d'être anti-japonais, créait la surprise en se rendant fin août à Tokyo pour y rendre public avec son homologue nippon un communiqué conjoint « historique » (le précédent remontait à 1998) dans lequel l'archipel reconnaissait « les terribles souffrances et dommages » causés à la péninsule coréenne pendant ses 35 années de colonisation (1910-1945) sans pour autant avoir réglé définitivement, quatre-vingt années après la fin de la Guerre du Pacifique, le dossier encore

brûlant des travailleurs forcés et des femmes de confort, comme le rappelait d'une façon toute asiatique le chef d'État sud-coréen : « At the same time our proximity means that there are also aspects where we have conflicts. »

Les deux dirigeants prirent à cette occasion l'engagement d'œuvrer à la complète dénucléarisation de la péninsule et de répondre, via les mécanismes multilatéraux appropriés, aux menaces nucléaires et balistiques nord-coréennes. Ils soulignèrent dans le même temps l'importance de la coopération trilatérale avec leur allié américain, comme une manière pour Lee Jae-myung de rassurer Washington quant à l'intention prêtée à Séoul de vouloir se montrer plus conciliant à l'égard de Pékin.

Les observateurs ont vu dans l'appel lancé par les deux dirigeants visant une résolution (assez improbable lorsqu'un pays en est déjà doté et que son régime se sent menacé) de la question nucléaire « par le biais du dialogue et de la diplomatie », comme un soutien à la reprise des discussions américano-nord-coréennes apparemment envisagée par Trump, dans sa quête d'un prix Nobel de la Paix difficile à atteindre dans le contexte des guerres en Ukraine et au Moyen-Orient, compte tenu des positions pro-Poutine et pro-Netanyahou que l'hôte de la Maison Blanche a prises jusqu'à présent.

***Venu le moment de la conférence de presse conjointe à Tokyo, le chef du gouvernement japonais déclarait au nom des deux pays leur opposition à toute tentative unilatérale de modifier le statu quo par la force ou par des pressions extérieures, une manière de mettre en garde Pékin sur la question de Taïwan.***

Une nouveauté là encore quand les discussions nippo-sud-coréennes se limitaient jusqu'à présent au sujet nord-coréen. Cette visite a en tout cas montré le souhait des deux voisins de tourner la page noire de l'histoire qui les sépare pour se concentrer sur leur coopération en matière économique et sécuritaire, quand l'un et l'autre s'essayaient à gérer du mieux possible leurs relations des plus délicates avec l'administration Trump.

Si la visite en Chine de Narendra Modi (la première en 7 ans) pour participer à Tianjin à l'Organisation de Coopération de Shanghai



(OCS) pouvait être analysée comme un renvoi de balle indien au partenaire américain après s'être vu imposer une hausse tarifaire douanière de 50 %, c'était oublier que celle-ci avait été précédée de sa rencontre le 30 août au Japon avec son homologue Ishiba.

Cette rencontre a donné l'occasion aux deux parties de réaffirmer leur vision en partage d'un Indo-pacifique « libre et ouvert », définition qui hérisse Pékin, alors que Delhi accueillera d'ici la fin de l'année le prochain sommet des parties au Quad (Dialogue quadrilatéral pour la sécurité) et leurs plus hauts dirigeants américain, australien, indien et japonais, en soutien d'« un Indo-pacifique pacifique, stable et prospère, inclusif et résilient ».

Si la visite en Chine du chef du gouvernement indien peut être vu comme l'aboutissement d'une série d'étapes en direction d'une normalisation progressive des relations amorcée en octobre 2024 (accord sur les modalités de mise en place de patrouilles le long de la Ligne de contrôle réel (LAC), objet de contestations frontalières de part et d'autre ; reprise des échanges commerciaux aux trois postes frontières, notamment), Delhi s'est abstenu d'apporter son soutien à la demande chinoise de reconnaissance de l'appartenance de Taïwan à la Chine (une position constante de l'Inde depuis 2008), tout comme Pékin n'a pas non plus renoncé à ses revendications territoriales concernant les États indiens en zone himalayenne du Jammu-et-Cachemire et de l'Himachal Pradesh. La visite de Modi à Pékin n'a donc pas permis de dissiper la suspicion mutuelle qui continue d'entacher les relations des deux grandes puissances de la région.

Pendant ce temps-là se déroulait le « Super Garuda Shield » (25 août-3 septembre), exercice militaire annuel en présence du commandant adjoint des « Forces armées nationales indonésiennes », le général Tandyo Budi Revita, et du commandant du « Commandement indo-pacifique des États-Unis », l'amiral Samuel J. Paparo, auquel participaient les forces armées de 13 pays (dont la France), sans compter les observateurs,

visant à renforcer l'interopérabilité et la dissuasion dans la région.

Un exercice similaire russo-chinois mais à une échelle plus réduite auquel participait aussi l'Indonésie, indiquant que Jakarta, comme le reste des (10) pays de l'ASEAN, mis à part les Philippines, continue de se tenir à distance de l'effort conduit par les États-Unis en vue de contenir la puissance chinoise désireuse de récupérer son hégémonie dans la région.

La France et le Japon, quant à eux, via la troisième édition (1er-11 septembre) de l'exercice « Brunet-Takamori » conduit sur le sol calédonien, montraient leur volonté de renforcer leur coopération en matière de défense, « face à un durcissement de l'environnement régional » comme l'expliquait le général Gabriel Soubrier, commandant les Forces armées en Nouvelle-Calédonie (FANC), et à un constat de précarité de la situation sécuritaire de l'archipel nippon relevé par le lieutenant-général Yasunori Matsunaga, commandant de la 9<sup>ème</sup> division à Aomori [3].

Décidément, le temps est loin où, en juin 2013, Xi Jinping et son homologue américain de l'époque, Barack Obama, avaient convenu d'établir un nouveau modèle de relations entre grandes puissances, mettant l'accent sur une coopération pragmatique et une gestion constructive des différences. Le choc paraît aujourd'hui plus vraisemblable et les pays de la région fourbissent déjà leurs armes en prévision d'un conflit qui pourrait s'avérer autrement plus destructeur que ceux auxquels le monde assiste à présent, sans être à même d'y apporter des solutions autres que déclaratoires.

[1] Voir « Le discours de Xi Jinping à l'occasion du 80<sup>ème</sup> anniversaire de la victoire de la Chine dans la WWII », <https://www.youtube.com/watch?v=0Y8KdZtT2eI>

[2] Voir « Mao Zedong Full Speech Restored (1949) [English Subtitles] Proclamation of the PRC » [https://www.youtube.com/watch?v=YaRV\\_AiWxao](https://www.youtube.com/watch?v=YaRV_AiWxao)

[3] Voir Les Nouvelles Calédoniennes, « Pourquoi 120 soldats japonais se sont entraînés en Nouvelle-Calédonie », 12 septembre 2025.

---

**Jean-Raphaël Peytregnet**

Diplomate de carrière après s'être consacré à la sinologie en France puis à l'aide au développement au titre d'expert international de l'UNESCO au Laos (1988-1991), Jean-Raphaël PEYTREGNET a, entre autres, occupé les fonctions de consul général de France à Canton (2007-2011) et à Pékin (2015-2018) ainsi qu'à Mumbai/Bombay de 2011 à 2015. Il était responsable de l'Asie au Centre d'Analyse, de Prospective et de Stratégie (CAPS) rattaché au cabinet du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères (2018-2021) puis enfin Conseiller spécial du Directeur d'Asie-Océanie (2021-2023).

# ASIA NOW

11th edition  
*Grow*

**22-26  
October  
2025**

VIP Preview  
**Tuesday, 21 October**  
Paris Asian Art Fair  
La Monnaie de Paris

**sisley**  
PARIS

**PIAGET**

Fossils of knowledge installation in Alexandria, 2022.  
Courtesy of the artist, Ater and Miamour gallery.



**Pierre Haski**  
Journaliste

## Actualités asiatiques

# Géopolitique, un podcast offrant un regard sur l'actualité internationale.

Par Pierre Haski sur France Inter

**1 septembre - La Chine montre que le monde ne tourne pas seulement autour de Donald Trump.**

À l'approche du sommet régional de Tianjin et l'imposant défilé militaire prévu à Pékin, la Chine de Xi Jinping montre son ambition de se poser en leader d'un « front du refus » de l'Amérique de Trump.

▶ [Écouter le podcast](#)

**2 septembre - Xi, Poutine et Modi : ce que nous dit la photo tout sourire de Tianjin.**

En marge du Sommet de l'organisation de coopération de Shanghai, les dirigeants russe, indien et chinois se sont affichés tout sourire, en pensant à l'« absent » : Donald Trump.

▶ [Écouter le podcast](#)

**3 septembre - Le paradoxe historique derrière le défilé militaire de Pékin.**

Pékin instrumentalise l'anniversaire de la fin de la Seconde guerre mondiale pour projeter sa nouvelle puissance face aux États-Unis. Donald Trump reproche à Xi Jinping de minimiser le rôle américain dans la victoire.

▶ [Écouter le podcast](#)

**18 septembre - Dans le bras de fer sino-américain, Pékin frappe un grand coup.**

La Chine a interdit l'importation de semi-conducteurs de l'américain Nvidia, un nouvel épisode de la guerre technologique que se mène entre chinois et américains.

▶ [Écouter le podcast](#)

**Pierre Haski**

Journaliste français, ancien correspondant en Afrique du Sud, au Moyen-Orient et en Chine pour l'Agence France Presse (AFP) puis pour le journal Libération, cofondateur du site d'information Rue89, Pierre HASKI est président depuis 2017 de l'association Reporters sans frontières. Depuis 2018, il pose un regard sur la politique internationale au travers de son émission matinale "Géopolitique" diffusée sur France Inter.



## HAO Pei-Chih Représentante du Bureau de Représentation de Taipei en France

### Entretien Nouveaux Regards

# Coopération, sécurité et innovation : un nouvel élan pour les relations franco-taiwanaises.

Propos recueillis par Jean-Raphaël Peytregnet

**Jean-Raphaël Peytregnet :** Vous avez succédé à François Wu dans vos nouvelles fonctions de Représentante du Bureau de Représentation de Taipei en France. S'agit-il de votre première expérience professionnelle ou résidentielle en France ? Quelle a été votre première impression après votre prise de fonction ?

**Hao Pei-Chih :** J'ai en effet succédé à M. (François) WU Zhizhong le 1er septembre 2024 au poste de représentante du Bureau de Représentation de Taipei en France. En fait, j'ai une longue histoire commune avec la France. De 1996 à 2003, j'y ai suivi une formation universitaire pour y obtenir un doctorat en science politique à l'Université Paris I. Je pense que la perception française de Taïwan a considérablement évolué par rapport à l'époque où j'étais étudiante. C'était la première fois que je revenais en France après une si longue absence.

Lorsque j'y ai pris mes nouvelles fonctions, j'ai tout de suite constaté un changement très important de l'image que Taïwan renvoyait en France. Taïwan jouit aujourd'hui d'une très grande visibilité dans la société française, d'une

image très positive. Je pense qu'une grande partie des Français sont désormais conscients de la relation particulière qui existe entre Taïwan et la Chine.

*Le niveau des échanges entre Taïwan et la France est aujourd'hui très élevé, de nombreuses nouvelles interactions ont été développées de diverses manières, que ce soit dans le domaine politique, des échanges scientifiques et technologiques, économiques, culturels, etc.*

Je pense qu'il y a deux raisons principales à cela. La première est la force de Taïwan dans son ensemble. Au moment de la pandémie de covid-19, je pense que le monde entier a pu faire le constat des capacités médicales et technologiques uniques de Taïwan en la matière. La seconde, bien sûr plus évidente au cours de ces dernières années, tient à ce qui a trait aux relations géostratégiques entre Taïwan et la Chine. Il y a aussi le fait que Taïwan, en tant



que pays doté d'une puissance technologique particulièrement importante dans l'industrie des semi-conducteurs et les industries de haute technologie, s'est affirmé comme une puissance technologique mondiale.

Après des changements aussi importants, je pense que Taïwan a été mieux perçue par les autorités françaises. Bien sûr, notre équipe au sein du Bureau de Représentation de Taipei en France, en particulier mon prédécesseur, Wu Zhizhong, ont joué un rôle important dans l'évolution très positive de nos relations.

**Le ministère français des Affaires étrangères considère Taïwan comme un partenaire important de l'Europe et de la France, en particulier dans les domaines économiques, culturels et technologiques. Comment Taïwan perçoit-elle ses relations avec la France ? Selon vous, dans quels domaines les relations entre la France et Taïwan pourraient-elles être renforcées ?**

Je tiens tout d'abord à remercier vivement les autorités françaises du fait qu'elles considèrent Taïwan comme un partenaire très important. Je pense que ce partenariat ne se limite pas aux domaines économiques et culturels, mais qu'il est global.

Quant à la manière dont Taïwan perçoit ses relations actuelles avec la France, je dirais, pour résumer de manière très simple, que l'image que Taïwan a de la France est que votre pays, en tant que grande puissance, est actuellement celui qui soutient le plus Taïwan parmi toutes les autres nations européennes.

C'est l'image que nous avons actuellement de la France à Taïwan, et je pense que cette image peut être résumée de la manière la plus claire qui soit par la visite en France en octobre 2024 de notre ancienne présidente, Mme TSAI Ing-wen. Il y a en particulier une photo qui a bouleversé toute la société taïwanaise, celle de notre présidente se tenant debout devant le musée du Louvre. Cette photo a eu un impact énorme sur toute la société taïwanaise. Pourquoi ? C'était la première fois qu'un de nos plus hauts dirigeants taïwanais, notre ancienne présidente, foulait le sol français. Le Louvre est l'un des monuments les plus représentatifs de la France. Que montre cette photo ? Elle montre que la France accorde un accueil chaleureux à Taïwan, que la France et Taïwan sont de très bons amis.

Je tiens à parler de cette photo, car elle met particulièrement en évidence l'état des relations entre Taïwan et la France au cours de ces dernières années, et répond à ce que je viens de

dire, à savoir que Taïwan occupe une place très importante pour la France.

Je lui en suis reconnaissante et tiens pour cela à la remercier, car je pense que parmi toutes les grandes puissances européennes, c'est le pays qui soutient le plus Taïwan. Il y a bien sûr d'autres aspects très importants. Parmi ceux-ci, il y a la loi de programmation militaire pour les années 2024 à 2030 adoptée par votre pays et qui défend le droit à la circulation maritime dans l'Indo-pacifique, notamment en mer de Chine méridionale et dans le détroit de Taïwan, afin de préserver la paix et la stabilité dans la région.

Plusieurs de vos bâtiments de guerre patrouillent dans cette zone importante pour préserver les intérêts importants de la France dans cette région. D'autres pays européens ont également introduit des projets de loi favorables à Taïwan et les chefs d'État français et de gouvernement britannique ont tous deux apporté à leur manière leur soutien à la paix dans le détroit de Taïwan.

**Quelles sont vos attentes concernant les relations entre Taïwan et la France pour les années à venir ?**

Nous espérons pouvoir renforcer à l'avenir notre coopération en matière de sécurité, de politique économique et de développement industriel. Dans ces domaines, je pense que Taïwan et la France peuvent construire une relation plus diversifiée et plus résiliente. Ainsi, à partir de ces trois axes, nous espérons pouvoir développer notre coopération dans les domaines de l'aérospatiale, de la défense, des semi-conducteurs, de l'intelligence artificielle, des communications et des industries vertes.

Je pense que nous pouvons renforcer notre coopération dans ces domaines, y compris dans le domaine des satellites et de l'espace. Nous espérons également que la France pourra pleinement jouer son rôle de grande puissance au sein des organisations internationales multilatérales qui revêtent une signification plus concrète pour nous, Taïwan. C'est aussi un domaine que nous espérons pouvoir renforcer à l'avenir.

La société française fait désormais clairement une distinction entre Taïwan et la Chine quant à l'image que renvoie chaque entité. Nous ne sommes plus dans la situation d'avant, où tout le monde en avait une vision assez floue. Sur le plan culturel, nous devons encore faire des efforts pour que la société française perçoive l'image unique de Taïwan dans son ensemble.

Oui, nous devons effectivement redoubler d'efforts, trouver de nouveaux discours et de



nouvelles méthodes de présentation. Et aussi trouver la manière de présenter les éléments culturels qui font la singularité de Taïwan, qui la distinguent de la Chine.

***Nous avons un projet d'investissement majeur en France. C'est le premier grand projet de ce type en Europe, voire dans le monde. Il s'agit de la production de batteries à semi-conducteurs par l'entreprise Prologium qui a investi dans ce projet à Dunkerque.***

Il s'agit d'une entreprise taiwanaise dont la première usine à l'étranger a choisi de s'implanter en France. Les batteries liquides traditionnelles posent beaucoup de problèmes de sécurité et ont une durée de vie trop courte. De plus, elles ne peuvent pas être transportées en avion, car elles peuvent facilement être exposées à des températures extrêmes avec tous les risques que cela comporte. Ce nouveau type de batterie à semi-conducteurs ne pose pas ce problème. Elles peuvent être exposées à des conditions climatiques extrêmes, sans aucun problème. De plus, elles ont une longue durée de vie, une petite surface aussi fine que celle d'une carte postale.

Le deuxième projet de coopération s'inscrit dans le cadre du dernier sommet « Choose France » lancé par le président Macron et à l'occasion duquel le groupe taiwanais Foxconn avec ses partenaires français Thales et Radiall ont annoncé un projet commun, celui de créer une capacité industrielle d'assemblage et de test de semi-conducteurs en France. Foxconn a, par ailleurs, signé un second accord portant sur les constellations de satellites et combinant ses capacités de fabrication avancée aux technologies spatiales de Thales Alenia Space.

Il s'agira pour les deux constructeurs franco-taiwanais de développer conjointement une production en série de satellites de haute qualité et à forte valeur ajoutée, afin de fournir un contenu technologique de pointe pour leurs grands projets de constellations de satellites de télécommunications en orbite basse.

**Lors d'un discours prononcé à Singapour dans le cadre du « Dialogue de Shangri-La », le président Macron a souligné l'interdépendance des environnements sécuritaires européen et asiatique, et a mis en parallèle la question de la guerre en Ukraine et les actions que la Chine pourrait entreprendre à l'encontre de Taïwan ou des**

**Philippines. Le président Macron a également réaffirmé avec force la position de la France : rejeter fermement toute tentative de modifier unilatéralement le statu quo par la force. Quel écho cette déclaration a-t-elle eu à Taïwan ?**

Je pense que tout d'abord elle a suscité un vif intérêt à Taïwan, et nous lui en sommes extrêmement reconnaissants de l'avoir faite. Je pense que le discours prononcé par le président Macron au dialogue de Shangri-La, à Singapour, comportait trois points importants.

Premièrement, c'était la première fois qu'un président français s'exprimait aussi clairement sur la sécurité dans la région Asie-Pacifique. Il a envoyé à ce sujet un message très clair et très fort. Deuxièmement, M. Macron a clairement établi un parallèle entre Taïwan et l'Ukraine, et ce parallèle signifie que Taïwan et l'Ukraine sont toutes deux des entités territoriales souveraines. Les pays démocratiques ne devraient pas être envahis ou menacés par d'autres pays de manière abusive, et cela est très important pour Taïwan. Troisième point, c'était aussi la première fois que le président français affirmait de manière claire et sans ambiguïté l'importance de la paix et de la stabilité dans la région Asie-Pacifique, en particulier en ce qui concerne la question du détroit de Taïwan. Il a également rejeté le recours à la force ou à d'autres moyens coercitifs pour modifier le statu quo.

Cela représente donc une nouvelle fois un soutien ferme du gouvernement français à la paix et à Taïwan. Ces trois éléments ont eu un énorme retentissement à Taïwan, car ils ont montré et réaffirmé que la France est le pays européen qui soutient le plus Taïwan. C'était la première fois que le président Macron, dans ses fonctions actuelles, exprimait de manière aussi claire et positive son soutien à la paix et à la stabilité dans la région indo-pacifique, en particulier dans le détroit de Taïwan. Nous lui en sommes très reconnaissants.

**Quel message souhaitez-vous transmettre à nos lecteurs ?**

Je pense qu'il faut poursuivre dans la même voie que précédemment. Nous avons vu que la France a mis en place un plan d'investissement « France 2030 » visant à développer sa compétitivité industrielle et les technologies d'avenir. Nous pensons que dans ces domaines, il existe un fort potentiel de coopération entre Taïwan et la France, qui permettrait de renforcer la résilience de nos démocraties, de nos industries clés et de nos économies.



***Nous espérons vivement pouvoir établir avec la France une relation de partenariat fiable en matière de sécurité régionale, y compris en matière d'analyse et de partage d'informations.***

Tout comme Taïwan, l'Europe est confrontée à de nombreux nouveaux défis, notamment en matière de sécurité. Je pense que Taïwan peut également jouer un rôle important en tant que partenaire de coopération, notamment en ce qui concerne les nouvelles cyberattaques, l'ingérence de puissances étrangères ou la désinformation.

La France souhaite que sa sécurité économique et son autonomie industrielle puissent être améliorées grâce à une chaîne d'approvisionnement plus diversifiée, plus autonome et plus résiliente. Dans une perspective économique, Taïwan peut justement jouer un rôle très important dans cette coopération, comme je l'ai mentionné tout à

l'heure. Taïwan s'offre pour la France comme un partenaire fiable en matière de coopération, car Taïwan est un pays démocratique à la pointe de la technologie.

Comme je l'ai aussi dit tout à l'heure, cela inclut certains secteurs industriels stratégiques très importants. Nous pouvons améliorer notre coopération dans les industries stratégiques, notamment celles que je viens de mentionner, telles que l'industrie de la défense, l'industrie aérospatiale, l'industrie des communications, les semi-conducteurs, la technologie quantique, l'intelligence artificielle et les industries vertes. Je pense que nous pouvons renforcer notre coopération dans tous ces domaines à l'avenir.

La paix et la prospérité de la région Asie-Pacifique sont étroitement liées à la paix et à la prospérité de l'Europe. Dans ce contexte, Taïwan souhaite davantage coopérer avec les pays européens, et en particulier avec la France. Nous avons de grandes attentes et sommes prêts à établir une relation de coopération plus complète avec votre pays.

---

**HAO Pei-Chih**

Madame HAO Pei-Chih a pris ses fonctions de Représentante du Bureau de Taipei en France le 1er septembre 2024. Elle est titulaire d'une thèse de troisième cycle en science politique obtenue à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Précédemment, Mme HAO a occupé plusieurs postes dans la haute fonction publique ainsi que de professeure d'université à Taïwan (voir : [roc-taiwan.org](http://roc-taiwan.org)).



**Manuelle Franck**  
Professeure de géographie à l'Institut National  
des Langues et Civilisations Orientales.

## Entretien Nouveaux Regards

# De Surabaya à Nusantara : urbanisation et capitales en mutation en Indonésie.

Propos recueillis par Jean-Raphaël Peytregnet

**Jean-Raphaël Peytregnet :** Vous enseignez à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales (INALCO) la géographie urbaine et régionale en Asie du Sud-Est. Vous vous êtes plus particulièrement intéressée au début de votre carrière à l'Indonésie, en soutenant en 1989 une thèse de doctorat de troisième cycle qui portait sur les processus d'urbanisation à Java.

**Qu'est-ce qui vous a porté en tant que géographe à vous intéresser à ce pays en particulier ?**

**Manuelle Franck :** Ce sont d'abord les dimensions et la diversité du pays qui m'ont le plus intéressée. L'Indonésie, c'est l'un des très grands pays d'Asie. On va de l'équatorial le plus humide aux régions du sud-est les plus sèches. On y trouve une grande diversité de sociétés, de milieux avec, en conséquence, toutes sortes de paysages et d'utilisations des milieux.

C'est aussi un des grands pays maritimes et insulaires du monde avec, de ce fait, toute une série de questionnements qui accompagnent cette maritimité qui lui est propre, s'agissant des réseaux maritimes, mais également l'utilisation des ressources de la mer, les installations littorales, etc.

La grande dimension géographique de ce pays, sa diversité, sa maritimité, soulèvent beaucoup de questions, par exemple en matière de géographie politique, avec les rapports entre les groupes sociaux, les populations et la construction nationale, comme aussi en matière de géographie économique ou régionale, avec tout ce qui concerne les modalités du développement et les inégalités qui les accompagnent.

En géographie urbaine, ce qui constitue pour moi un sujet d'un grand intérêt, ce sont les modalités de l'urbanisation et leurs spécificités.

**Plus spécifiquement, votre travail porte sur les configurations urbaines, sur l'organisation de l'espace et sur les dynamiques d'intégration régionale. Parmi les nombreux ouvrages que vous avez consacrés à cette thématique, il y a celui qui traite de l'impact de la mondialisation sur les villes aux marges de la métropolisation en Indonésie, à partir de deux exemples, la ville portuaire de Surabaya dans l'île de Java et Denpasar, chef-lieu de province de Bali. Pourquoi ces deux villes en particulier ? De quelle manière ont-elles été affectées par la mondialisation et qu'en est-il aujourd'hui ?**



Dans le cas de ces deux villes, Surabaya et Denpasar qui ont fait l'objet d'un travail de recherche collectif dans lequel j'ai été impliquée (Cf. infra, « pour aller plus loin »), nous avons constaté un phénomène de métropolisation même s'il était moins avancé que dans les grandes capitales, les métropoles dites de premier rang.

Ce processus de métropolisation, nous l'avons défini comme une transformation de la ville essentiellement par l'internationalisation de l'économie urbaine dans un contexte de mondialisation.

**À Surabaya, les principaux vecteurs de métropolisation sont l'industrie et la fonction portuaire (commerce et construction navale). Dans le cas de Denpasar, le principal facteur en est le tourisme.**

Pour ces deux villes, je me suis intéressée aux configurations socio-spatiales, aux formes et aux acteurs de l'expansion urbaine. Dans les deux cas, on assiste à l'émergence de configurations polycentriques, avec des fonctions différenciées selon les pôles urbains, et des différenciations de plus en plus fortes qui s'opèrent entre le centre-ville et l'espace périurbain. On a là la formation de grandes aires urbanisées, qui ne prennent pas forcément la forme d'un bâti continu mais où émergent des configurations à plusieurs centres.

À l'époque coloniale, Surabaya a été pendant longtemps la principale ville d'Indonésie, jusqu'à ce qu'elle soit dépassée par la capitale Jakarta. C'était la principale ville grâce à son activité économique et en particulier à l'essor de son industrie, en plus de l'activité de son port de commerce. Aujourd'hui, Surabaya est la deuxième ville d'Indonésie par sa population, mais jusqu'au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, on pouvait dire que c'était la première ville en termes d'activité économique et même de population des Indes néerlandaises.

La production industrielle y est très diversifiée, que ce soit l'agroalimentaire, le textile, mais aussi la pétrochimie, la mécanique, l'industrie de transformation, etc. Et ce qui est très intéressant à Surabaya, c'est qu'il y a tout un tissu d'entreprises locales, des PME ou de plus grandes entreprises, avec des acteurs locaux qui sont installés depuis longtemps et ont constitué des familles entrepreneuriales. On y

trouve donc des sortes de dynasties d'affaires qui sont également présentes dans le secteur de la promotion immobilière.

Surabaya est aussi un port majeur d'exportation et, considéré comme la porte de l'est indonésien, une étape pour le commerce maritime national vers le port de Jakarta pour ce qui concerne certains flux maritimes.

C'est une grande ville de 3 millions d'habitants, si l'on prend en compte seulement son unité administrative. Si l'on inclut la grande agglomération autour de Surabaya (le Gerbangkertosusila), on atteint les 10 millions d'habitants. Au-delà de cette agglomération, une conurbation, zone mixte rurale urbaine, relie Surabaya à la ville de Malang à 90 km de distance vers le sud, ponctuée de pôles formant dans une configuration polycentrique.

À Denpasar, on trouve des configurations tout à fait différentes, même si la forme est aussi polycentrique. Le processus d'urbanisation, qui s'est produit d'abord dans le sud de Bali, est lié à l'expansion des installations touristiques, mais également à la mise en place d'infrastructures de communication entre des nouveaux pôles touristiques. Au départ se dessine une urbanisation en étoile autour de Denpasar, qui se poursuit de façon plus indépendante le long des côtes, essentiellement du Sud-Ouest de l'île en remontant vers le Nord puis de Denpasar vers le Nord, vers Ubud, à l'intérieur des terres, puis vers la côte Est et Nord.

Un grand nombre d'acteurs différents y ont contribué, des grands groupes hôteliers indonésiens ou internationaux, comme de petits investisseurs indépendants ou des groupes hôteliers plus petits. En termes d'activité économique, il s'y trouve de petites initiatives en très grand nombre dans l'artisanat, dans l'hôtellerie, la restauration, qui sont le fait de populations indonésiennes, ou bien même d'étrangers qui s'y installent en nombre. L'État y intervient pour bâtir les grandes infrastructures de communication ou d'assainissement des eaux, etc.

On trouve donc là également une urbanisation polycentrique, avec au centre Denpasar qui a aujourd'hui surtout un rôle administratif mais aussi culturel, et puis autour, des pôles liés au tourisme qui ont eu tendance à se développer dans la durée, et qui sont de plus en plus nombreux sur l'ensemble de l'île. Dans un premier temps le long des côtes, puis ensuite plus à l'intérieur du territoire. On a donc là des acteurs, des modalités qui sont complètement



différents de ceux de Surabaya. Cette dynamique se poursuit aujourd'hui.

**En vous écoutant, je me posais à moi-même la question du choix géographique d'une capitale pour un pays quand il se pose. Qu'est-ce qui précède à tel ou tel choix ? C'est particulièrement intéressant s'agissant de l'Indonésie, un pays qui est géographiquement très fragmenté, qui est constitué de quelque 20 000 îles.**

Officiellement, elles se chiffrent à 17 500.

**Donc cela pose une question délicate, où situer sa capitale, quand on a un ensemble aussi disparate de territoires ?**

Pour autant qu'on veuille la déplacer, la question se pose déjà au niveau du foncier disponible, ce qui exclut déjà les très petites îles, montagneuses pour la plupart. Le choix qui a été fait, et l'argumentation qui a accompagné celui-ci, reposait sur une localisation un peu symbolique au centre géographique de l'Indonésie dans l'idée de rassembler l'Est et l'Ouest indonésien.

Parce qu'il y a une très grande disparité entre l'Ouest indonésien qui est plus développé, plus proche du détroit de Malacca, grand détroit international par où passe une grande partie du commerce international, et de toute la dynamique économique de l'Asie-Pacifique, et puis l'est indonésien (à partir de l'île de Sulawesi et l'île de Lombok).

L'Est est une zone qui est beaucoup moins développée, avec des îles beaucoup plus petites, plus éparpillées. Là, la distance devient vraiment un handicap, notamment en termes de coûts logistiques pour transporter des productions vers le centre de gravité économique de l'Indonésie qui se trouve à Java et les exporter par les voies maritimes.

Symboliquement, et afin d'essayer de résoudre cette disparité, l'idée était d'installer une capitale au centre géographique dans l'espoir de créer un nouveau pôle économique qui allait pouvoir peut-être susciter une dynamique dans tout l'est indonésien.

**Donc en août 2019, le président indonésien Joko Widodo annonçait son projet de déménager la capitale nationale de Jakarta, qui se situe à Java à 1200 km de celle-ci vers l'île de Bornéo à Kalimantan. Selon ses concepteurs, cette nouvelle capitale du nom de Ibu Kota Nusantara, qui n'est d'ailleurs toujours pas sorti complètement de terre, vous me le confirmez, se veut écologique, une ville forêt, intelligente, une smart city et inclusive. Il semble que les vraies raisons de sa construction**

**tiennent davantage au fait que l'actuelle capitale Jakarta, qui compte quelque 30 millions d'habitants, y compris sa région urbaine, connaîtrait une situation environnementale désastreuse due à la pollution et à une congestion importante. Par ailleurs, Jakarta fait partie des « sinking cities », les villes qui sont en train de couler à cause du réchauffement planétaire. Qu'en est-il exactement, est-ce que vous pouvez nous en dire plus à ce sujet ?**

Sur les raisons du déplacement, nous en avons parlé juste avant. En plus des problèmes environnementaux de Jakarta, il entrait aussi en ligne de compte le rééquilibrage territorial de l'Indonésie parce que le pouvoir économique et politique comme la population sont concentrés sur l'île de Java.

**L'idée était en quelque sorte de « dé-javaniser » l'Indonésie.**

Quant à Jakarta, c'est une des grandes métropoles des Suds avec de nombreuses difficultés de gestion. Dans ses limites administratives, la ville compte 10 millions d'habitants. Mais si l'on inclut la région urbaine tout autour, on atteint 30 millions d'habitants.

Comme beaucoup des très grandes villes des Suds, Jakarta souffre de problèmes de pollution, notamment liés aux centrales au charbon qui alimentent la ville en électricité, à l'industrie mais aussi au trafic routier. Ce dernier est très congestionné. À cela s'ajoutent un manque de logements, d'infrastructures, et beaucoup d'autres problèmes, même si les choses s'améliorent.

Mais ce qui frappe surtout les esprits et c'est l'argument principal qui a été utilisé pour justifier le déplacement de la capitale, c'est la question de l'enfoncement de la capitale, qui semble inéluctable alors que celle-ci s'affaisse jusqu'à 25 cm par an dans certains quartiers, au Nord essentiellement. Les inondations qui sont liées au phénomène de la mousson sont aggravées par ce phénomène de subsidence.

La localisation de Jakarta en est la raison, on se trouve dans une plaine littorale très basse qui est drainée par une dizaine de cours d'eau. Cette plaine forme une sorte de gouttière naturelle par où s'engouffrent ces cours d'eau qui s'écoulent des montagnes vers la mer et provoquent des inondations récurrentes en période de mousson lorsque ces petits cours d'eau débordent, d'autant que l'artificialisation des sols empêche l'eau de pénétrer en profondeur. Ces inondations liées à la mousson



sont aggravées par l'affaissement de la ville, ce qu'on appelle la subsidence. Celle-ci est liée à la nature marécageuse des sols, où se produit une subsidence naturelle, mais celle-ci est aggravée par l'urbanisation. L'urbanisation que l'on appelle de l'empilement, tout ce que l'on construit sur ces sols qui sont peu stables, pèse lourd et contribue à enfoncer le terrain.

Ce qui est particulièrement important à Jakarta aussi, c'est tout ce qui concerne le pompage dans les nappes phréatiques. Il n'y a pas suffisamment d'infrastructures d'alimentation en eau, et donc on pompe, de plus en plus profond pour trouver de l'eau non salée. Pour les programmes les plus luxueux, immobiliers ou industriels, il arrive que l'on pompe jusqu'à 300 mètres de profondeur.

Bien évidemment, cela contribue à l'enfoncement du sol. On évalue qu'aujourd'hui, presque un tiers de la ville se situe en dessous du niveau de la mer. Par ailleurs, l'élévation du niveau de la mer causé par le réchauffement climatique accentue encore les inondations.

À l'heure actuelle, il y a en effet un vrai problème de subsidence dans toute la partie Nord de la ville. Les autorités indonésiennes ont considéré que c'était inéluctable, qu'un jour la ville allait être engloutie, et plutôt que de s'engager dans de coûteuses infrastructures de protection du littoral, d'ériger des murs très hauts, il valait mieux déplacer la capitale. Cela étant dit, le président actuel Prabowo Subianto a relancé le programme de grand mur dénommé « Giant Sea Wall », sur toute la côte Nord de Java, là où se trouve ce problème de subsidence et d'aggravation des inondations liée à l'élévation du niveau de la mer.

### **Il ne semble pas vraiment y avoir de solutions pour ces villes qui s'enfoncent, qui s'affaissent pour les raisons que vous avez évoquées ?**

On peut penser que si le réseau d'adduction d'eau était meilleur, on arrêterait de pomper dans les nappes phréatiques. Peut-être faudrait-il aussi éviter les constructions trop hautes pour éviter que le poids des bâtiments ne soit trop lourd, rétablir des zones humides pour absorber l'eau.

Il existe des solutions techniques avec des murs de protection, des digues, et des stations de pompage. Mais cela n'empêchera a priori pas qu'un jour la mer passera au-dessus des grands murs de protection. Comme pour toutes ces questions environnementales, il y a de plus en plus de solutions techniques, mais elles sont

extrêmement coûteuses et elles ne résistent pas toujours dans la durée.

### **Cette disparition de Jakarta est attendue à quelle échéance ?**

D'ici 2050, on pense que la mer aura submergé un tiers de la ville. Ce qui n'empêche pas, à l'heure actuelle, le développement de nouveaux projets sur la côte Nord, notamment des projets de poldérisation.

### **De ce que j'ai pu lire à ce sujet, ce serait la première fois dans le monde que le réchauffement climatique aurait été explicitement invoqué pour justifier le déplacement d'une capitale.**

Dans le monde, je l'ignore mais en ce qui concerne l'Indonésie, c'est en effet la première fois, parce que, comme vous l'avez rappelé, il y a déjà eu des projets de déplacement de capitales qui n'ont pas abouti. Mais c'est la première fois que pour une capitale, le projet s'accompagne de tout un discours sur la durabilité, l'adaptation au changement climatique. Mais en Indonésie, il y a quand même déjà des politiques pour promouvoir cette durabilité des villes.

Ce sont plutôt des projets sectoriels qui concernent le transport ou la gestion des déchets. En même temps, il est vrai que la nouvelle capitale, Nusantara, se présente comme un contre-exemple de Jakarta sur ce point-là. Comme il s'agit d'une ville qui est construite à partir de rien, ex nihilo, il y a la possibilité d'en faire une ville durable sur le plan environnemental, social et économique.

### **Et pourquoi être allé si loin à 1200 kilomètres ?**

Cela procède de cette idée de rééquilibrage territorial, avec une localisation centrale qui est un peu symbolique. Il y a eu également des interprétations culturelles de la symbolique du centre dans les royaumes indonésiens, avec le centre qui concentre le pouvoir et la puissance. Traditionnellement, les royaumes et les villes se définissaient par leurs centres plus que par leurs limites extérieures.

Mais la question foncière a sans doute aussi été déterminante dans le choix de localisation à Bornéo. Quand on regarde le centre géographique de l'Indonésie, on tombe sur le détroit de Makassar qui sépare l'île de Bornéo de l'île de Sulawesi. Le choix qui a été fait, c'est quand même le choix de Bornéo, sur sa côte est, et quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit que finalement l'État avait déjà à peu près à sa main la moitié du foncier nécessaire,



soit parce qu'il s'agissait de terrains exploités par des entreprises d'État, forestières ou minières, soit des concessions attribuées pour une durée limitée à des entreprises, et dont il était possible soit de ne pas reconduire la concession soit de racheter peut-être la fin de la concession. Par ailleurs, des ONG ont soulevé le fait que des membres de l'élite politico-économique indonésienne, notamment la famille du président actuel, avaient d'importants terrains en possession ou en concession dans la région et que peut-être il y avait là une raison.

On peut tout de même se poser la question de cette localisation dans une zone forestière pour construire une ville ex nihilo quand il aurait été possible de construire un nouveau quartier dans une des villes existantes comme Balikpapan ou Samarinda. Cela aurait été beaucoup moins coûteux, toutes les infrastructures d'accès y existaient déjà. C'est l'ancien président Joko Widodo qui a voulu vraiment en faire un symbole de l'Indonésie actuelle et laisser un héritage. La décision de construire une nouvelle capitale à 1200 km de l'actuelle tient également au fait que cette région est beaucoup moins sismique que Java, ou de beaucoup d'autres îles indonésiennes qui sont régulièrement victimes de tremblements de terre.

La ville est un peu éloignée de la côte, avec donc moins de risque de submersion marine. Il y avait également l'idée que c'est une région d'émigration, une émigration interne, parce qu'encore aujourd'hui peu peuplée mais où, en revanche, l'économie est très dynamique et fondée sur l'extraction des ressources naturelles, le bois, mais également le minerai, notamment le charbon. C'est aussi une région de plantations. Cela a attiré de ce fait beaucoup de main-d'œuvre des autres îles indonésiennes. Il y a beaucoup de Javanais qui habitent là, des populations des Célèbes aussi, l'île voisine.

À cela s'est ajouté un programme de migration organisée de Javanais vers les autres îles moins peuplées, mis en place par les gouvernements indonésiens, appelé la transmigration. Ainsi, la population est déjà très mélangée, l'environnement est culturellement déjà très divers, les milliers de fonctionnaires venus de la capitale pourraient s'y intégrer plus facilement.

**La nouvelle ville de Putrajaya en Malaisie semble répondre aux mêmes préoccupations que Nusantara, à savoir une ville jardin, intelligente pour être ultra-connectée et où les espaces verts occupent un tiers de sa superficie. Ce projet qui remonte à 2002 ne semble pourtant pas connaître le succès que les autorités malaisiennes espéraient, si l'on observe le faible nombre d'habitants qui s'y**

**sont déplacés. C'est aussi un peu le problème de Nusantara d'une certaine manière ?**

C'est tout à fait le problème de Nusantara, mais la ville n'est pas encore terminée, les fonctionnaires n'y ont pas encore emménagé. Il y a quand même une administration qui est déjà installée, l'Autorité administrative qui construit et gère la ville. Mais il est vrai que c'est une ville en cours de construction.

Par ailleurs, il y a des incertitudes sur la bonne réalisation de cette ville. Est-ce que le président actuel en fait aussi une priorité ou pas ? À l'heure actuelle, en tout cas sur le plan budgétaire, le budget a été diminué par rapport aux périodes précédentes. Le président actuel a dit qu'il y installerait le nouveau gouvernement, qu'il signerait le décret de déplacement de la capitale en 2028. C'est-à-dire à la fin de son mandat. Et donc, les travaux ont été davantage étalés. Mais pour le moment, le décret de déplacement de la capitale n'est pas signé. C'est-à-dire qu'on a enlevé à Jakarta le statut de capitale, mais on n'a pas encore désigné Nusantara comme nouvelle capitale.

Donc on se trouve un petit peu dans l'entre-deux, c'est cette incertitude quant à savoir si elle deviendra vraiment la capitale nationale qui limite en fait l'intérêt des investisseurs privés qu'il faudrait mobiliser pour pouvoir construire la ville, ce que l'État ne peut pas faire à lui seul. Il est prévu que l'État finance seulement 20% de la construction de la ville et que pour le reste, on ait soit des partenariats publics-privés, soit que cela soit le secteur privé qui prenne en charge le développement de la ville. Il faut donc que le secteur privé s'y intéresse. Or le secteur privé obéit à une logique de rentabilité.

**Le projet de Putrajaya suit la même logique que celui de Nusantara, tout en étant très différent, car il se situe seulement à 30 km de Kuala Lumpur.**

On se trouve là dans le cadre de l'aménagement d'une grande aire métropolitaine, avec la construction d'une ville nouvelle dédiée à l'administration. On n'est pas du tout dans l'idée de construire une ville ex nihilo en plein milieu de la forêt et loin de l'ancienne capitale. Le projet obéit plutôt à une logique d'aménagement métropolitain.

La surface de Putrajaya est par ailleurs beaucoup plus petite, de l'ordre de 50 km<sup>2</sup> alors



que le projet de Nusantara s'étend sur 2600 km<sup>2</sup>.

L'objectif de Putrajaya était de résoudre les problèmes de Kuala Lumpur, même si cette dernière est plus petite que Jakarta, mais avec aussi des problèmes de congestion du trafic routier, de manque de logements, de foncier aussi pour développer des projets étatiques, de nouveaux bâtiments administratifs. L'idée était aussi de contrarier le développement de la ville qui se développait surtout vers l'Ouest, le long de la vallée de Klang qui mène au port de Kuala Lumpur, à Kelang.

Le projet était de créer un grand axe Nord-Sud reliant le centre de Kuala Lumpur jusqu'à un nouvel aéroport international, terme de ce qui a été qualifié par les autorités malaisiennes de « super corridor multimédia ». L'idée était de construire en direction du Sud tout un écosystème urbain et d'infrastructures qui serait susceptible d'attirer les entreprises de la haute technologie, en créant une nouvelle Silicon Valley en Malaisie. Ce projet s'inscrit dans la « vision 2020 » du président Mahathir de ce que devait être le développement de la Malaisie. Putrajaya est donc la ville de ce corridor dont les fonctions sont gouvernementales et qui va incarner les ambitions et l'identité malaisienne aussi.

Il est vrai que pour Putrajaya, comme Nusantara, est présentée comme une ville écologique. Mais le projet date de 1990, les enjeux environnementaux étaient moins cruciaux, ou en tout cas moins connus, avec moins d'urgence climatique qu'aujourd'hui. Les références de Putrajaya sont celles de la « Garden City », la Cité-Jardin, et non de la ville-forêt comme à Nusantara. Le deuxième modèle de Putrajaya est, selon son concepteur, celui de la « City beautiful », la belle ville, qui sont deux références occidentales, alors que la ville forêt, qui est le modèle utilisé par Nusantara, a beaucoup été expérimenté en Asie, notamment à Singapour et en Chine.

Dans la garden city, l'idée au départ n'était pas principalement un enjeu environnemental, mais visait à résoudre les dysfonctionnements dans les villes industrielles britanniques devenues trop denses, trop polluées. L'idée était de dédensifier en créant des petits pôles urbains autosuffisants sur le plan économique, qui concerneraient des activités urbaines, mais dans un environnement rural.

L'idée était d'améliorer le cadre de vie d'une certaine façon. Alors il est vrai que cela se traduit

par une ville qui intègre beaucoup d'espaces verts, une ceinture verte où il y a des cultures autour pour contrôler l'étalement urbain. Cela ressemble donc au projet de Nusantara, mais au départ, c'était plus une amélioration du cadre de vie et des activités économiques qu'un enjeu purement environnemental. Et puis par ailleurs, il y a l'autre modèle de la belle ville, la « City beautiful ». C'est un modèle architectural XIXe siècle, comme la cité jardin suivant un modèle britannique. Et là l'idée, c'est d'embellir les villes en créant notamment des plans géographiques, très réguliers, avec de grands boulevards, des grands axes.

C'est un peu un mélange de tout cela qui a mené au plan de Putrajaya, où on voit effectivement un grand axe de quatre kilomètres qui mène du Palais des congrès jusqu'au cabinet du Premier ministre avec des espaces d'eau, des espaces verts.

Aujourd'hui, il y a un nouveau discours autour de cette ville qui prend plus en compte les dimensions écologique et intelligente. Le premier schéma directeur de Putrajaya, qui date de 2015, a été réactualisé pour intégrer davantage ces dimensions, notamment celle de la ville intelligente qui utilise les solutions numériques pour la rendre plus vertueuse sur le plan environnemental, par exemple pour ce qui concerne une gestion plus économe de l'approvisionnement en eau, ou une gestion plus fluide du trafic routier.

Un autre élément est propre à Putrajaya. Ses architectures emblématiques sont de type moyen-oriental s'inspirant de l'Islam. À Nusantara, l'idée est d'incarner une identité indonésienne et plurielle, du fait de la diversité du pays, alors que l'on a pu reprocher à Putrajaya d'incarner, à travers les bâtiments de sa capitale, une identité malaisienne comme étant uniquement musulmane, alors qu'il existe aussi de très fortes minorités, notamment chinoises et non musulmanes.

Alors maintenant, pourquoi a-t-on toujours affaire à une ville vide ? Parce qu'effectivement, il n'y a pas eu vraiment d'appropriation de Putrajaya par la population. C'est aussi parce que Putrajaya est trop proche de Kuala Lumpur, et que les fonctionnaires ont continué à y résider, d'autant plus que dans le cadre de ce projet de super corridor multimédia, ont été construites des voies rapides, des autoroutes, et aussi des trains qui relient Kuala Lumpur à la ville de Putrajaya très rapidement.



Donc si vous habitez la banlieue Sud de Kuala Lumpur, vous n'êtes plus très loin de votre lieu de travail en temps de trajet. Nusantara comme Putrajaya sont des villes jusqu'à présent peu investies par la population.

### **C'est un peu comme Washington D.C. aux États-Unis.**

Oui, mais quand même Washington est devenue une ville économique, ce qui n'est pas du tout le cas de Putrajaya, d'abord parce qu'en face de Putrajaya, il y a Cyberjaya, la ville dédiée aux activités de nouvelles technologies dans le corridor multimédia, et puis parce que les installations industrielles continuent à s'étendre ailleurs dans la région, mais pas spécifiquement à Putrajaya dont la fonction première est gouvernementale.

### **Il y a comme une sorte d'engouement de tous ces pays pour créer des nouvelles capitales. Je pense par exemple à la Birmanie, ou à la Chine.**

Il y a en effet beaucoup de projets mais qui ne sont pas toujours menés à bien.

À Naypyidaw, en Birmanie, le déplacement de la capitale est le fruit d'un processus bien particulier et les raisons du déplacement n'ont jamais été officiellement explicitées. Dans un contexte autoritaire, c'est une décision unilatérale de la junte birmane, et la ville a été construite presque en secret finalement. Puis du jour au lendemain, les fonctionnaires ont dû déménager. Probablement, ce sont des enjeux sécuritaires et politiques qui ont amené au déplacement de cette capitale.

En 1988, il y a eu de grandes manifestations à Rangoon, qui ont été réprimées dans le sang, cela a peut-être poussé la junte militaire à se retrancher plus à l'intérieur du pays, et surtout loin de la côte, où historiquement arrivent les influences étrangères, mais aussi les menaces d'invasion, la plus récente étant la conquête britannique. L'idée était aussi pour la junte de se mettre à l'abri, loin des mouvements sociaux de Rangoon.

Le site choisi est entouré de montagnes, donc avec des protections naturelles, auxquelles s'ajoutent des fortifications, des bunkers et des tunnels souterrains. Cela ne veut pas dire que c'est une ville isolée parce qu'elle est bien desservie aujourd'hui par des autoroutes qui mènent à l'aéroport, on est sur un axe Nord-Sud, la vallée du Sittang qui se présente comme une alternative à la vallée de l'Irrawaddy, l'autre fleuve Nord-Sud, le fleuve principal. On y accède

facilement, c'est un site qui est plus près de la ville de Mandalay, qui est un autre pôle économique important.

Mais quand même, l'enjeu au départ était de nature sécuritaire. Avec une ville qui est en plus très fragmentée, constituée de petites unités fonctionnelles, séparées les unes des autres et reliées entre elles par des grandes voies, jusqu'à dix de chaque côté. Cette structure rend rapide la fermeture de la ville en cas de menace, dont on peut contrôler l'accès en érigeant des barrières à l'entrée de ces autoroutes urbaines sur lesquelles il est aussi possible de positionner des chars.

L'identité birmane est incarnée dans les bâtiments des complexes administratif et religieux, où l'on trouve des architectures néo-régionales d'inspiration bouddhiste. Naypyidaw se veut l'incarnation d'une nation birmane bouddhiste, alors que de nombreuses minorités religieuses y existent également. Les autorités birmanes promeuvent ainsi une identité nationale bouddhiste, un peu comme les gouvernements malaisiens ont promu, à travers Putrajaya, une identité malaisienne musulmane dans un pays pourtant multi-ethnique.

### **Sur les projets qui ont été évoqués, peut-être pas pour la Birmanie compte tenu de la nature du régime, est-ce que les populations ou les ONG sont consultées avant qu'une décision soit prise de déménager une capitale ?**

Dans le cas de Nusantara, c'est ce qui a été reproché au gouvernement central, d'avoir mené le projet quasiment unilatéralement, de façon autoritaire, sur un mode « top-down ». C'est le président de l'époque Joko Widodo, qui a annoncé le déménagement, a fait passer des lois très rapidement au cours d'un marathon législatif. Celui-ci a permis de voter le principe et les modalités du déménagement (localisation, coût, gouvernance).

Le choix du schéma directeur du projet de la nouvelle capitale, qui propose la création d'une « ville-forêt tropicale », a aussi été fait de manière très centralisée. Il a été reproché à tout ce processus d'avoir très peu consulté, notamment les experts indonésiens plutôt que les cabinets étrangers sur lesquels le gouvernement s'est beaucoup appuyé. Le gouvernement local n'a pas été consulté non plus, la population pas davantage, et évidemment les ONG défendant les populations locales et autochtones s'en sont beaucoup émues notamment les ONG défendant l'environnement.



Nusantara porte un projet de ville écologique, les espaces verts doivent y occuper 75% de la ville. C'est vrai que des normes de green building sont appliquées aux bâtiments, que des espaces verts et des circulations d'eau sont mises en place conformément au projet.

Mais à l'heure actuelle ce que l'on voit, c'est surtout la poussière du chantier, la déforestation extrêmement rapide, même si le site était surtout un site de plantations d'eucalyptus. Aux dégâts environnementaux s'ajoutent les problèmes sociaux liés au respect des droits fonciers des populations locales, qui ont plutôt des droits d'usage qui ont été autrefois attribués par des autorités locales ou par des autorités coutumières plus que des titres de propriété privée. Donc il y a eu des tensions autour d'expropriations et sur le niveau des compensations. Les questions foncières sont vraiment un sujet conflictuel dans la région.

### **Et puis le problème du déplacement des populations, avec l'impact économique que cela peut avoir.**

Le site n'était pas très peuplé, mais il y avait quand même des villages locaux. Certains villageois ont été déplacés, ce n'est pas terminé d'ailleurs. La libération du foncier reste un problème important. Et tant que le foncier n'est pas clairement et juridiquement libéré pour des projets, les investisseurs privés ne veulent pas s'impliquer.

### **Ce qui ne veut pas dire pour autant que Jakarta sera totalement abandonné ?**

Non. Jakarta va rester capitale économique de toute façon. Il est même possible qu'elle reste la capitale politique aussi, si le président Prabowo ne signe pas le décret qui institue Nusantara comme capitale. Or le décret n'est pas encore signé. Mais Jakarta restera toujours, en tout cas pendant longtemps, la capitale économique, parce que c'est là qu'il y a les meilleures infrastructures. Il y a aussi la main d'œuvre la plus nombreuse et qualifiée, le marché le plus important aussi car l'île de Java, c'est cent cinquante millions d'habitants.

**À Bornéo-Est où se construit Nusantara, il n'y a beaucoup moins de monde, quelque cinq millions d'habitants.**

**Il y a peut-être aussi une question politique, parce que le pouvoir javanais historiquement l'a quand même emporté sur tous les autres.**

Oui, justement, dans le discours, l'idée c'était de « dé-javaniser » le pays, de donner à une région située en dehors de Java les capacités de commandement politique sinon économique.

Concernant l'économie, il est effectivement prévu dans la planification de la ville des zones industrielles spécialisées. Mais l'économie se commande difficilement, c'est-à-dire que l'on peut construire des infrastructures pour attirer les entreprises privées, leur proposer des incitations fiscales ou financières, mais malgré tout, cela reste le choix des entreprises de s'y installer. Par ailleurs, l'idée n'est pas de faire de Nusantara un nouveau pôle économique qui va concurrencer Jakarta. L'idée est déjà de créer un nouveau pôle économique en dehors de Java susceptible d'avoir des effets d'entraînement, sur Bornéo-est, et peut-être par la suite, sur tout l'est indonésien.

### **On n'y est pas encore, donc.**

Non, pour le moment, ce qui se construit, cela continue à être le centre administratif et de gouvernement. Pour le moment, quelques bâtiments sont terminés, le palais présidentiel et gouvernemental, le bâtiment de l'Autorité administrative de la ville, les bâtiments de quelques ministères, de la banque, d'un hôtel, la mosquée est bien avancée. Pour les fonctionnaires de l'Autorité administrative, plusieurs tours d'habitation sont terminées. Ce qui n'est pas encore construit, ce sont les complexes législatif et judiciaire.

Des travaux sont programmés avec un budget allant jusqu'à 2028. La ville se construit mais moins vite que ce qui était prévu. Est-ce que ça ira jusqu'au bout ? On ne le sait pas. Se pose par ailleurs une autre interrogation concernant la dimension écologique, la ville intelligente aussi, sa dimension de smart city. Est-ce que vraiment cela concernera d'autres quartiers que l'hyper-centre-ville administratif qui est entièrement planifié et financé par l'État ? Ou est-ce que dès lors que c'est le secteur privé qui va commencer à construire la ville, les normes environnementales seront vraiment prises en compte ?

**En février 2023, le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, avait alerté sur les risques de montée des eaux dans plusieurs capitales politiques ou économiques en Asie, tout particulièrement. Il avait cité comme villes Bangkok, Dacca, Jakarta, Mumbai/Bombay, Shanghai, Guangzhou/Canton. Le risque est-il réel, est-il possible de l'enrayer ?**

Le risque est tout à fait réel. Je connais beaucoup mieux le cas de Bangkok que tous les autres. Dans le cas de Bangkok on a affaire à un



grand Delta, le Delta du Chao Phraya, avec une subsidence naturelle et anthropique. Des solutions techniques ont déjà été mises en place, le centre-ville de Bangkok est protégé par des digues et des systèmes de pompage. Ces systèmes de protection existent depuis longtemps, depuis les années 1980. Aujourd'hui, on continue avec ces solutions techniques, c'est-à-dire qu'il y a des projets de créer d'autres systèmes de protection, d'autres systèmes de pompage en périphérie du centre-ville de Bangkok, ailleurs dans le delta, pour essayer de limiter la subsidence naturelle comme artificielle, parce que Bangkok, c'est une très grande agglomération aussi, avec beaucoup de bâtis, d'infrastructures physiques.

On cherche aussi à rouvrir davantage d'espaces de canaux qui ont pu être bouchés ou recouverts du fait de l'expansion de la ville, alors que traditionnellement, Bangkok est organisée autour des canaux dans la ville même, et à l'échelle de tout le delta. A Jakarta, les solutions techniques ont été développées depuis moins longtemps qu'à Bangkok.

### C'est le problème de Dacca aussi ?

Oui, bien sûr.

**Est-ce que la construction de barrages, je vois que les Chinois se mettent à construire des barrages un peu partout, qui affectent d'ailleurs le cours du Mékong, et donc les pays voisins, limitrophes, est-ce que c'est une solution qui peut s'offrir ?**

La construction de barrages n'est pas faite pour régler les problèmes urbains en aval. Les Chinois construisent des barrages, le long des fleuves et en amont, à des fins de régulation des inondations, de

maîtrise des inondations en Chine, mais aussi pour créer de l'hydroélectricité. Cela crée aussi des réserves d'eau pour l'irrigation. Par contre en aval, cela fait des dégâts parce qu'il y a moins de sédiments qui se déposent à l'embouchure, retenus par les barrages en amont, moins de débit d'eau aussi, ce qui rend le delta plus vulnérable aux intrusions d'eau marine. Et puis par ailleurs, le niveau de l'eau beaucoup plus bas en aval crée des problèmes d'approvisionnement en eau mais aussi d'irrigation en aval. Toutes les populations riveraines du Mékong qui vivent des ressources du fleuve font face à de nombreux problèmes à cause de ces barrages.

### Merci beaucoup !

Les recherches sur Nusantara et sur les nouvelles capitales Sud-Est asiatiques évoquées dans cette interview ont été menées en collaboration avec Nathalie Lancret, Directrice de recherche au CNRS, dans le cadre d'un partenariat avec l'Université Trisakti de Jakarta.

### Pour aller plus loin :

2012, Franck Manuelle, Goldblum Charles, Taillard Christian (Eds.), Territoires de l'urbain en Asie du Sud-Est, Métropolisations en mode mineur, CNRS Editions Alpha, Paris, 308p. <https://books.openedition.org/editions-cnrs/22953>

2024, Franck Manuelle, Lancret Nathalie, Winandari Maria Immaculata Ririk, Wijayanto Punto, « Ibu Kota Nusantara (IKN), un nouveau modèle de capitale en Indonésie ? Processus, discours et planification », Suds, n° 289/2024 (1), pp.45-78

2025, Franck Manuelle, Lancret Nathalie, Les nouvelles capitales sud-est asiatiques : processus de décision, modèles urbains et planification, in Gabriel Facal et Jérôme Samuel (eds.), L'Asie du Sud-Est 2025, Bilan, enjeux et perspectives, IRASEC, pp.31-57, <https://books.openedition.org/irasec/11368>

---

## Manuelle Franck

Manuelle FRANCK est professeure des universités de géographie au département Asie du Sud-Est et Pacifique de l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales (Inalco), Institut qu'elle a présidé de 2013 à 2019, et chercheuse au laboratoire CESSMA. Spécialiste de géographie urbaine et régionale de l'Asie du Sud-Est, et plus particulièrement de l'Indonésie, ses enseignements à l'Inalco portent sur la géographie des pays de l'Asie du Sud-Est et sur les enjeux contemporains de la région, dont l'urbanisation. Ses travaux de recherche portent sur deux thématiques, les questions urbaines et les questions régionales. Concernant l'urbain, ils portent plus particulièrement sur les processus d'urbanisation dans les villes secondaires, sur les processus de métropolisation et sur les nouvelles capitales, dont la nouvelle capitale indonésienne, Nusantara. Concernant les questions régionales, ses travaux portent sur l'organisation des territoires et sur l'intégration régionale sud-est asiatique, à différentes échelles. Cette question est traitée actuellement à propos des flux financiers chinois en Asie du Sud-Est, en particulier dans la connectivité. Elle a récemment publié, avec Nathalie Lancret et Thierry Sanjuan à l'IRASEC Lire la ville, éclairer la métropolisation depuis l'Asie du Sud-Est (2024, 240p).



**Karine de Vergeron**  
Directrice associée du Global Policy Institute  
et Membre du comité scientifique de  
la Fondation Robert Schuman.

## Entretien Nouveaux Regards

# Le pragmatisme géopolitique de l'Inde entre Pékin, Moscou et Washington.

Propos recueillis par Jean-Raphaël Peytregnet

**Jean-Raphaël Peytregnet :** Considérez-vous comme ont pu l'écrire le 6 septembre dans une tribune dans le journal *Le Monde* le politologue Christophe Jaffrelot, spécialiste du sous-continent indien, et la directrice du CERI, Stéphanie Balme, que la participation de Narendra Modi au sommet de l'OCS qui s'est tenu à Tianjin, en Chine, du 31 août au 1er septembre 2025, je les cite, « est à analyser comme celle d'une revanche (eg. contre les États-Unis et l'ordre occidental qu'ils portent) du Sud Global » et, au-delà, comme son « acte de naissance » ?

Il me semble que cette affirmation est quelque peu prématurée quand on considère de quoi est fait cet ensemble hétérogène de pays sous-développés, voire même biaisée pour ne prendre qu'en considération une participation indienne à ce sommet somme toute bien naturelle puisque l'Inde, au même titre que le Pakistan d'ailleurs, en est membre de plein droit depuis 2017.

**Karine de Vergeron :** Il faut comprendre, à mon sens, la participation de l'Inde fin août au sommet de l'OCS auquel New Delhi n'avait pas participé depuis sept ans, comme une réponse directe aux tarifs douaniers imposés par le Président Trump à l'encontre de l'Inde dans le contexte plus large de la guerre en Ukraine. En 2022, la réaction de l'Inde à l'invasion russe de l'Ukraine avait été principalement déterminée par des considérations

économiques nationales, notamment dans le domaine de la défense, car l'Inde reste très dépendante des équipements russes (les importations de matériel de défense en provenance de Russie ont représenté 45 % du total des importations indiennes dans ce domaine entre 2018 et 2022).

*Certains estimaient alors qu'il faudrait plus de vingt ans à l'Inde si elle souhaitait remplacer entièrement ses équipements de défense d'origine russe par de nouveaux fournisseurs.*

Le maintien des importations indiennes de pétrole brut russe depuis 2022 s'explique aussi, dans ce contexte, par des approvisionnements en énergie peu coûteux et lucratifs puisque c'est en Inde que se trouve la plus grande raffinerie de pétrole au monde, Jamnagar située dans le Gujarat, dont la vaste majorité des approvisionnements viennent de Russie et qui s'est développée comme un hub international de transformation de produits dérivés à base de pétrole exportant également en dehors de l'Inde. Mais ce maintien découle aussi de



priorités stratégiques plus importantes pour New Delhi, à savoir ses relations avec la Chine.

***L'Inde a en effet cherché depuis 2022 à soigneusement préserver ses relations avec la Russie, en espérant pouvoir maintenir Moscou dans une position potentiellement neutre en cas de conflit potentiel futur entre New Delhi et Pékin.***

Dans ce contexte, les États-Unis du président Biden n'avaient pas exercé de pression réelle sur le gouvernement indien pour qu'il modifie sa position sur l'Ukraine choisissant plutôt de considérer que le rôle de l'Inde dans le Quad et sa stratégie indo-pacifique étaient plus importants pour les intérêts américains face à la Chine. Le caractère imprévisible des décisions prises par le Président Trump depuis son élection en novembre dernier a cependant ravivé en Inde une tendance plus ancienne de possible rapprochement avec la Chine.

En 2005, dans le cadre d'un essai publié par l'Institut royal des affaires internationales de Londres et la Fondation Robert Schuman, je faisais référence à l'ouvrage de l'ancien ministre Jairam Ramesh intitulé « Making Sense of Chindia » qui mettait déjà en valeur le sentiment d'une complémentarité de long terme ou d'un irrémédiable mouvement économique qui viserait à un rapprochement entre la Chine et l'Inde malgré les multiples tensions existantes de rivalité, notamment sur la question très sensible des frontières himalayennes. Cette idée d'un rapprochement Chine-Inde n'est donc pas nouvelle.

Je ne suis pas certaine cependant que nous puissions vraiment parler avec ce sommet de l'OCS d'un acte de naissance du Sud global. C'est un tournant, certes, important, mais à mon sens, le Premier ministre indien Narendra Modi cherche également par ce geste à apporter une réponse commerciale, d'une part au déficit de presque 100 milliards de dollars de l'Inde vis-à-vis de la Chine l'année dernière, et d'autre part, aux tarifs douaniers imposés par le président américain.

L'Inde confirme aussi par ce geste sa stratégie politique du pragmatisme et du cas par cas qu'elle utilise déjà depuis longtemps dans ses relations notamment avec l'Union européenne.

Un certain nombre d'experts indiens estiment en effet que le maintien d'alliances durables dans

le contexte géopolitique actuel de redéfinition d'un monde multipolaire est illusoire et que la présidence de Donald Trump a ouvert la porte à une forme de « realpolitik » clientéliste faisant la part belle aux questions commerciales au détriment, si nécessaire, d'intérêts géopolitiques stratégiques de plus long terme.

**Les observateurs, en particulier en France, ont beaucoup glosé sur la détérioration supposée de la relation indo-américaine, conséquence, selon ceux-ci, de la décision de l'administration Trump d'imposer de lourdes taxes tarifaires de 50 % à l'Inde comme une mesure de rétorsion expliquée par l'excédent commercial chronique que dégage Delhi avec Washington mais surtout par le refus indien d'abandonner ses approvisionnements en pétrole brut russe dans le contexte de la guerre en Ukraine (et peut-être aussi sa dépendance vis-à-vis de Moscou en matière d'armements ?).**

**Les relations entre ces deux grandes puissances de l'Indo-pacifique sont-elles si mises à mal, alors que celles-ci se rejoignent dans un objectif commun, à savoir faire barrage à une poussée hégémonique chinoise dans cette région, au travers notamment du Dialogue Quadrilatéral pour la Sécurité (QUAD) que l'Inde accueillera d'ici la fin de l'année ?**

Oui, en effet, je l'ai évoqué plus haut, la dépendance militaire de Delhi vis-à-vis de Moscou est essentielle pour comprendre la réaction indienne. J'ajoute que sur les 50 % de droits de douane actés par le président Trump, la moitié (25 %) constitue ouvertement une sanction américaine pour le maintien d'importations de pétrole et d'armes russes par New Delhi.

L'attention portée par Donald Trump à sa base électorale et un certain mépris des considérations stratégiques internationales l'ont conduit par l'augmentation des tarifs douaniers depuis le 27 août à tenter de forcer la main de New Delhi pour obtenir des concessions commerciales.

La réponse de l'Inde en jouant cette carte géopolitique d'un rapprochement avec la Chine est donc à comprendre comme une façon de tenter de reprendre la main pour contraindre l'administration américaine à revenir à la table des négociations dans une position plus favorable pour l'Inde.

Il n'est pas étonnant que, mi-septembre dernier, une équipe dirigée par le négociateur commercial américain Brendan Lynch ait donc tenu des pourparlers avec des responsables du ministère indien du Commerce afin de voir comment un accord pourrait être conclu à terme.



Ceci alors que le président américain avait aussi appelé l'Union européenne début septembre, à imposer à la Chine et à l'Inde des droits de douane pouvant atteindre 100 % afin de contraindre le président russe Vladimir Poutine de mettre fin à la guerre en Ukraine.

Ces commentaires ont été formulés alors que l'Inde venait d'annoncer qu'elle était elle-même sur le point de finaliser une grande partie de son accord de libre-échange avec l'Union européenne. On voit bien ici l'importance centrale de l'enjeu commercial qui sous-tend la relation indo-américaine et ce rapprochement sino-indien.

Dans ce contexte, la décision prise le 19 septembre par le président américain d'imposer en plus des frais de 100 000 dollars pour l'obtention de visas H1-B pour les travailleurs étrangers dont près de 70 % sont détenus par des ressortissants indiens est un vrai coup dur envers l'Inde qui ne facilitera pas ses marges de manœuvre.

La relation entre le président Trump et le Premier ministre Modi avait déjà été mise à mal après que le président américain avait reçu en juillet dernier, à la Maison Blanche, le Premier ministre pakistanais. Cette séquence avait été vécue comme un affront par le Premier ministre indien. Le fait que les États-Unis aient cherché à jouer un rôle potentiel de médiateur entre l'Inde et le Pakistan avait déjà donné le sentiment à l'Inde qu'elle ne pourrait pas toujours compter sur un soutien de Washington et devait donc se repositionner sur la base de ses intérêts stratégiques de court et moyen terme.

Le déploiement de soixante-cinq membres du personnel militaire indien - dont le régiment de Kumaon, l'une des unités les plus anciennes de l'armée indienne -, lors des essais militaires russes et biélorusses Zapad de mi-septembre est, dans ce contexte, un signal plus problématique et inquiétant, à un moment où l'OTAN a commencé à renforcer ses défenses aériennes sur son flanc Est.

L'exercice biélorusse qui s'est étendu sur de vastes zones allant des bases situées à l'est de Moscou et de l'Arctique jusqu'à la mer Baltique et la frontière occidentale de la Biélorussie, près de la Pologne et de la Lituanie, a notamment inclus des lancements de missiles balistiques ainsi que des frappes aériennes simulées.

Cette participation indienne démontre la priorité toujours accordée par New Delhi à ses relations avec Moscou (et avec Pékin), sur lesquelles

Modi s'appuie davantage dans un contexte de méfiance vis-à-vis des États-Unis.

On notera cependant que le Premier ministre indien ne s'est pas rendu à la parade militaire chinoise à Pékin le 3 septembre dernier et, que malgré les différends actuels entre l'Inde et les États-Unis sur les plans commercial et stratégique, le Dialogue Quadrilatéral pour la Sécurité (QUAD) que l'Inde accueillera d'ici la fin de l'année reste néanmoins une pierre angulaire des relations indo-américaines alors que leurs intérêts convergent toujours sur leurs analyses des risques en Indo-pacifique vis-à-vis de la Chine. Ici encore, l'Inde semble privilégier une politique du cas par cas.

***Il y a, en revanche, dans ce contexte, une opportunité réelle pour l'Europe de conforter sa relation stratégique avec l'Inde, tant sur un plan commercial que géopolitique sur l'Indo-pacifique et la sécurité.***

D'ici la fin de l'année, Bruxelles et New Delhi espèrent pouvoir enfin finaliser un accord de libre-échange dont les négociations ont commencé il y a plus de quinze ans, alors que l'Union européenne reste le deuxième partenaire commercial de l'Inde.

L'UE propose également une série d'accords sectoriels dans les nouvelles technologies, le transport aérien ou la finance durable avec l'Inde, alors que la pression commerciale des États-Unis sur l'Union européenne s'est également accrue depuis l'accord commercial largement déséquilibré de juillet dernier imposant 15 % de droits de douane américains aux Européens.

**L'affichage à Tianjin apparemment aux anges de Narendra Modi aux côtés du plus haut dirigeant chinois a pu être vu comme la confirmation du rapprochement sino-indien amorcé depuis quelques années par la diplomatie des deux pays, désireux de tourner la page qui les avait vus en venir aux mains en 2017 puis, plus gravement en 2020, au Doklam et au Ladakh, régions territoriales revendiquées par Pékin au même titre que l'État indien himalayen de l'Arunachal Pradesh.**

**En même temps, juste avant d'atterrir en Chine, le Premier ministre indien est allé rencontrer son homologue japonais pour réaffirmer avec Tokyo « leur engagement indéfectible en faveur d'un Indo-pacifique libre et ouvert », un concept qui a le don d'hérisser Pékin.**



**Quelle analyse portez-vous à ce sujet ? Est-ce que cette rencontre entre les deux dirigeants est annonciatrice d'une percée, ou d'un modus vivendi acceptable pour l'Inde, comme certains ont pu l'écrire, ou bien d'un simple positionnement réaliste du moment de la part de l'Inde qui conserve à l'esprit la proximité de la Chine avec le Pakistan, l'ennemi juré, de nouveau marquée lors de la crise ouverte entre Delhi et Islamabad suite à l'attentat terroriste de Pahalgam contre des touristes indiens survenu le 25 avril 2025 dans l'État de Jammu-et-Cachemire sous administration indienne ?**

L'analyse géostratégique de l'Inde sur l'Indo-pacifique n'a pas changé et reste, quelle que soit l'intensité du rapprochement entre l'Inde et la Chine, un enjeu vital pour New Delhi. Les relations indo-japonaises doivent, à mon sens, être également perçues dans le contexte historique plus large de la percée du nationalisme hindou et des liens que certains indépendantistes indiens entretenaient avec le Japon contre les Britanniques en Inde pendant la Seconde guerre mondiale.

Dans ce contexte, le Japon est considéré par Narendra Modi comme un pays ami et un point d'équilibre vis-à-vis de la Chine. Le ministère des Affaires étrangères indien souligne par ailleurs que l'amitié indo-japonaise a une longue histoire, enracinée dans une affinité spirituelle et des liens culturels et civilisationnels solides.

La visite du Premier ministre Narendra Modi à Tokyo le 29 août est donc intervenue, comme vous l'avez souligné, à un moment charnière, alors que les relations entre l'Inde et le Japon sont soumises à des tensions en raison de leurs positions divergentes sur la Russie et des politiques commerciales punitives de Donald Trump qui ont bouleversé les structures traditionnelles d'alliance en Asie. Malgré ces défis, les deux dirigeants ont dévoilé un objectif d'investissement ambitieux de dix trillions de yens sur dix ans et ont renforcé leur coopération en matière de sécurité, signalant ainsi leur détermination de forger un nouveau partenariat stratégique.

**Il semble que la stratégie de Narendra Modi et de son ministre des Affaires étrangères Subrahmanyam Jaishankar du « neighbourhood first », à savoir le Bangladesh, les Maldives, le Népal et le Sri Lanka, connaît ces derniers temps de nombreux revers, comme on l'a encore vu le 28 août 2025 avec la première visite dans l'ex-Pakistan oriental, en 13 ans, d'un ministre des Affaires étrangères pakistanais, Ishaq Dar, semblant indiquer que Dacca et Islamabad cherchent aujourd'hui à renforcer leurs relations**

**particulièrement après la chute de l'ex-Première ministre Sheikh Hasina depuis réfugiée en Inde. Les relations entre l'Inde et ses voisins immédiats apparaissent complexes, marquées à la fois par des liens culturels et linguistiques étroits, mais aussi par des tensions produites notamment par des rivalités géopolitiques avec la Chine de plus en plus envahissante dans cette région parmi d'autres. Quel jugement portez-vous sur ces récents développements, sont-ils à même de remettre en question la politique étrangère indienne qui se veut par définition multidimensionnelle ?**

**Des solutions de remplacement s'offrent-elles à l'Inde, autres que celle de devoir se placer à équidistance entre Washington, Moscou et Pékin, sans jamais vraiment choisir son camp ?**

Il y a une vingtaine d'années, la politique étrangère de l'Inde semblait recouvrir trois thèmes distincts : d'une part, celui de l'Inde comme l'une des deux grandes puissances asiatiques entraînant le renouveau de l'Orient vis-à-vis de l'Occident, et associé à la notion de « Chindia » comme je l'ai évoqué auparavant. Cette approche constituait aussi l'un des éléments essentiels de la stratégie extérieure de l'Inde appelée Look East Policy, et qui s'est traduite notamment par des relations plus étroites avec, par exemple, les pays membres de l'ASEAN ou avec le Japon.

D'autre part, il y avait le thème de l'Inde comme faisant de plus en plus partie d'un « Occident élargi », la plus grande démocratie du monde. La reconnaissance par les États-Unis du statut de l'Inde comme puissance nucléaire en avait été l'expression la plus importante (l'accord stratégique indo-américain convenu en 2006 puis en partie entériné par le statut dérogatoire accordé par le Groupe des fournisseurs nucléaires en 2008). Pour certains, l'Inde devenait alors le nouveau partenaire asiatique spécial des États-Unis.

**Enfin, la notion du « particularisme indien » : une version modernisée de l'engagement indien, après l'indépendance et pendant la période de la Guerre froide, en faveur du non-alignement.**

Aujourd'hui, bien que l'Inde continue de penser que son influence naturelle se trouve en Asie du Sud, sa position ces dernières années a été de plus en plus contestée par la Chine rendant ainsi la politique de voisinage vers l'Est plus complexe et risquée.

De plus, les ambitions mondiales de l'Inde semblent s'être développées au détriment de



ses relations avec ses voisins régionaux qui sont devenus de plus en plus hostiles à la quête d'hégémonie régionale de New Delhi, alors que l'instabilité économique et la fragilité politique menacent l'Asie du Sud.

Malgré des déclarations en faveur de la solidarité régionale depuis 2014, la politique étrangère de l'Inde s'est, au fond, principalement concentrée vers l'extérieur, vers les États-Unis, le Quad et l'Indo-pacifique, plutôt que vers l'Asie du Sud.

L'Inde pourrait par ailleurs être tentée de fortifier à plus long terme ses relations à l'Ouest, vers le Moyen-Orient, et plus au Nord, notamment vers l'Asie centrale, pour des raisons d'approvisionnements énergétiques et afin de chercher à contrecarrer l'influence croissante de la Chine en Asie du Sud. Le pragmatisme

stratégique et géopolitique de l'Inde pourrait enfin s'accroître alors que les États-Unis semblent s'orienter vers une politique plus isolationniste. Il est saisissant de noter que les premières versions de la nouvelle stratégie de défense nationale américaine plaçaient début septembre la protection du territoire national américain et son hémisphère occidental avant la lutte contre des adversaires tels que Pékin ou Moscou.

Cette orientation, si elle devait être confirmée, marquerait un changement majeur par rapport aux récentes administrations démocrates et républicaines, y compris le premier mandat du président Donald Trump, qui plaçaient la dissuasion de la Chine au premier plan des efforts américains. Un tel revirement aurait, sans aucun doute, un effet profond sur la politique géostratégique indienne vis-à-vis de la Chine.

---

### Karine de Vergeron

Directrice associée du Global Policy Institute et Membre du comité scientifique de la Fondation Robert Schuman, Paris. Conseiller géopolitique auprès du comité de direction de grandes sociétés internationales, Karine DE VERGERON est également Young Leader du chapitre Chine de la Fondation France-Asie. Elle est Docteure en Sciences politiques, diplômée de HEC Paris ainsi que de la London School of Economics. Son expertise est reconnue sur les relations UE-Inde, UE-Chine, l'Indo-pacifique ainsi que sur les sujets européens liés à la défense et la diplomatie culturelle. Elle est intervenue comme experte pour le Service d'action extérieure européen ainsi qu'auprès de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Karine de Vergeron a publié de nombreux ouvrages, dont les derniers en date : *Comparative Perceptions of the EU in the Indo-Pacific: India and Japan* (Journal of Common European Studies, 2025), *La coopération franco-allemande sera essentielle pour l'avenir de la politique de sécurité européenne* (CEPS, 2023); *L'Union européenne et l'Inde, de nouveaux enjeux stratégiques* (Fondation Robert Schuman, 2021) ; *Improving EU-India Understanding on Russia and Central Asia* (EU TTI, Commission européenne 2018-2020) ; *India and the EU : what opportunities for defence cooperation ?* (EUISS - European Union Institute for Security Studies, 2015).



**Yves Carmona**  
Ancien diplomate

## Opinion

# La Chine, le sommet de Tianjin et la parade militaire consécutive, faut-il en avoir peur ?

Par Yves Carmona

Non, c'est promis, nous n'allons pas nous consacrer exclusivement à la Chine et il faut pour cela résister aux médias de toute sorte qui se sont précipités à commenter les quelques photos que l'escouade des photographes officiels de Xi Jinping a publiées, c'est-à-dire des chefs d'État et de gouvernement que l'on n'avait pas l'habitude de voir réunis et aussi nombreux dans des sommets multilatéraux tels que l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) fondée en 2001.

Il est vrai que ses élargissements successifs en ont rendu membres les pays d'Asie du Sud-Est, l'Inde, le Pakistan et même l'Iran depuis 2023.

On a aussi été surpris d'y voir le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, surtout dans le contexte d'hostilité au multilatéralisme du président Trump, mais pour les Nations Unies il s'agit de considérer une organisation régionale, de loin la plus peuplée (60 % de la planète dit-on) comme participant à un ordre mondial par ailleurs fort ébranlé.

N'oublions pas que dans ce pays maître en usage orienté de la photographie, on repeignait

les clichés où la « bande des quatre » apparaissait du temps de sa participation aux côtés de Mao à la victoire définitive de 1949, mais sa trahison interdisait désormais la proximité avec le Grand timonier...

Depuis, de pays pauvre, la Chine est devenue une des deux « superpuissances » mais les techniques de contrôle social y sont toujours plus efficaces.

Le forum de Tianjin, en mettant en scène le président chinois avec ses hôtes, qu'il s'agisse du criminel de guerre Poutine, du trublion Kim Jong-un, de l'irascible Modi de « la plus grande démocratie du monde », cependant malmenée par Trump, plus quelques-uns qu'on ne voit pas sur les photos mais qui sont présents et mènent des entretiens bilatéraux comme le président laotien et le Premier ministre népalais, participe à cette rhétorique.

C'est en effet l'occasion, comme dans tout forum plurilatéral, de multiplier les rencontres : ainsi le Premier ministre vietnamien rencontre ses homologues cambodgien Hun Manet, malaisien Ibrahim Anwar, indien Narendra Modi,



arménien Nikol Pashinyan, ainsi que le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, et le secrétaire général de l'ASEAN, Kao Kim Hourn.

À l'heure où l'existence même de l'ONU est remise en cause, y compris par plusieurs de ses plus hauts cadres qui ont récemment fait part au secrétaire général de leur inquiétude quand l'Organisation se montre incapable de résoudre aucun des conflits, des plus visibles comme avec l'Ukraine ou Israël et ses voisins, au moins présents dans les grands médias comme celui qui oppose le Rwanda et la RDC par groupes semi-mafieux interposés, sans parler des millions d'opprimés du Darfour, du Tibet ou du Xinjiang ; remise en cause encore plus brutale du fait du président Trump qui s'acharne à détruire l'ordre international mis en place par ses prédécesseurs démocrates à Bretton Woods en 1944, Xi Jinping ne cherche-t-il pas à montrer qu'il peut reconstruire un autre ordre, différent de celui qu'ont bâti les Occidentaux ?

C'est sans doute pourquoi il a aussi invité un ancien Premier ministre japonais opposant au parti au pouvoir (PLD), M. Hatoyama Yukio, qui après réflexion (son fils avait essayé de le dissuader) y est allé.

***La parade militaire de Tianjin poursuit probablement cet objectif : elle montre que par sa puissance militaire, la Chine en a les moyens, après être sortie vainqueur de la guerre mondiale en Asie en septembre 1945 grâce à l'intervention décisive des États-Unis.***

On a beaucoup glosé sur le « Sud global » dont beaucoup savent depuis longtemps qu'il n'existe pas : comment faire marcher d'un même pas l'Inde et la Chine, l'Inde et le Pakistan qui se sont fait la guerre il n'y a pas si longtemps, l'Égypte et le Brésil qui sont présents en raison de leur démographie mais dont les intérêts coïncident peu avec ceux de la RPC ?

L'auteur de ces lignes se souvient du collègue qui suivait l'évolution du G20 au début de ce siècle : un groupement – pas une organisation avec un secrétariat, etc. – qui ne parvenait à se mettre d'accord que sur un rejet de l'ordre occidental – cela a-t-il changé ?

Bon connaisseur de la Chine, François Godement l'observe : « Face à l'offensive commerciale américaine et aux tensions

internationales, l'économie chinoise démontre une résilience inattendue.

La Chine a su préserver sa compétitivité industrielle grâce, entre autres, à une flexibilité logistique remarquable, une déflation continue, et un taux de change favorable. Plus étonnant encore, elle diversifie rapidement ses marchés d'exportation, renforçant significativement ses échanges avec l'ASEAN, l'Europe ou l'Afrique.

Simultanément, l'économie chinoise accélère sa montée en gamme, dominant désormais des secteurs clés comme les batteries électriques, les énergies renouvelables ou les véhicules autonomes.

Cette stratégie industrielle hybride, entre public et privé, soutenue par une innovation constante et une automatisation intensive, maintient ainsi la Chine au cœur des chaînes d'approvisionnement. Toutefois, sa dépendance aux exportations reste, à court et moyen termes, un point faible structurel. »

***Effectivement, hyperpuissante, la Chine a aussi ses faiblesses. Son attitude par rapport à la pollution est paradoxale.***

Ses grandes villes ayant subi pendant des décennies le nuage de CO2 créé par la circulation automobile, elle s'efforce aujourd'hui de la réduire drastiquement pour limiter les émissions : usage des énergies nucléaire, solaire, éolienne, limitation de la circulation automobile interurbaine en particulier grâce à un réseau de trains à grande vitesse qui ne cesse de s'étendre (y compris, à allure plus raisonnable, dans des pays voisins comme le Laos et la Thaïlande).

Mais en même temps, en achetant de grandes quantités d'hydrocarbures, elle contribue au financement par la Russie de la guerre qu'elle mène en Ukraine – plusieurs pays européens font d'ailleurs de même, suivant en cela la recommandation du président Trump dont le climato-scepticisme est affiché : « Drill, baby, drill ! And drill now ! » (fore, chérie, fore ! Et fore maintenant), a-t-il proclamé dès son investiture.

Or aujourd'hui, la Chine est la puissance dominante dans l'énergie non polluante avec un tiers des dépenses mondiales dans ce secteur, 80 % des panneaux solaires et 60 % des éoliennes.



Au cours des 12 mois jusqu'à juin 2025, l'énergie éolienne et l'énergie solaire ont produit plus d'électricité que les autres sources d'énergie propre, au lieu de moitié moins il y a 4 ans, elle a déposé 75% des brevets dans ce secteur et la totalité des énergies propres représentent déjà 1/10<sup>ème</sup> de son PIB alors que les énergies fossiles, encore dominantes, plafonnent.

Notons aussi que les technologies permettant une production d'énergie propre sont assez bon marché pour équiper des pays émergents, y compris en Amérique latine, il y a deux siècles chasse gardée américaine (doctrine Monroe). Elle impose ainsi une domination économique souriante (le « rêve chinois » de Xi Jinping depuis 2012) mais bien réelle.

Les principaux chefs d'État et de gouvernement réunis à Tianjin sont peut-être, comme l'a écrit un magazine généralement mieux inspiré, « 12 salopards », mais Xi Jinping ne cache pas son plaisir au point de se voir vivre jusqu'à 150 ans... Reste que son économie ne va pas au mieux. Le taux de croissance (officiel) n'a pas dépassé 5,2 % lors du deuxième trimestre de cette année, en baisse malgré les subventions à la consommation.

L'incertitude sur les droits de douane américains dont l'entrée en vigueur est pour le moment repoussée jusqu'à novembre, et surtout la crise immobilière profonde et persistante nourrissent l'inquiétude des classes moyennes.

**Quant à sa puissance militaire, dont la récente croissance est impressionnante notamment par son usage de technologies de pointe et sa capacité exhibée pour la première fois à utiliser ses armes sur terre, sous mer et dans l'air, y compris dans l'espace extra-atmosphérique, à recourir à des missiles hypersoniques et à combattre les drones, elle suscite de la part de ses voisins des réactions hostiles qui soulignent son isolement.**

Ainsi le quotidien Mainichi Shimbun nous apprend-il le 14 septembre dernier que « le ministère de la Défense (NDLA : sa Constitution de 1946 interdit en principe au Japon d'avoir une armée...) a annoncé son intention de déployer successivement des missiles à longue portée dans l'armée de terre, la marine et les forces aériennes d'autodéfense dans diverses régions d'ici l'exercice 2027, ce qui fournira des

« capacités de contre-attaque » (des bases ennemies) en cas de nécessité.

La première destination de déploiement de l'unité de première ligne est la garnison de la Force terrestre d'autodéfense de Kengun (ville de Kumamoto), et le déploiement a commencé à la fin de l'exercice 2025.

La « possession » de capacités de contre-attaque, dont on dit aussi qu'il s'agit d'un « changement majeur » dans la politique de sécurité, est en train de se matérialiser.

La portée du missile sera étendue des 100 kilomètres actuels à environ 11 000 kilomètres. Le déploiement à Kyushu couvrira presque toute la côte orientale de la Chine et de la Corée du Nord, et devrait renforcer la dissuasion en pensant à la Chine, qui s'est livrée à plusieurs reprises à des activités militaires intimidantes. »

C'est que certains, à Tokyo, imaginent que les nombreuses incursions chinoises à proximité de Taiwan pourraient l'inciter à lancer une opération limitée, bien moins coûteuse en hommes et en équipements qu'une conquête de l'île « rebelle » mais qui constituerait une prise de guerre pour inciter le Japon à éviter de lui porter secours.

**Certes, les États-Unis sont censés protéger et Taiwan et le Japon, mais qui fait encore confiance au Président Trump ?**

Ses voisins d'Asie du Sud-Est également sont inquiets, au point que les manœuvres de la Chine visant à transformer des récifs en îles habitées ont été considérées en 2016 par la Cour permanente d'arbitrage de La Haye comme condamnables car ces récifs sont inclus dans la zone économique exclusive des pays riverains, ici les Philippines, mais Pékin a rejeté cet avis juridique.

Plus menaçante pour Pékin, la mise en place progressive d'une « stratégie indo-pacifique » lancée par Shinzō Abe (1954-2022), Premier ministre nippon, faisant face dès 2007 aux attermolements américains et associant progressivement Inde, Australie, États-Unis et ASEAN.

Dans cette grande partie géopolitique, de meilleures relations entre le Japon et la Corée du Sud encouragées par le récent remplacement de son Président conservateur destitué par M. Lee Jae-myung, plus conciliant, peuvent constituer



entre ces deux pays industrialisés et démocratiques d'Extrême-Orient, alliés des États-Unis dont les bases militaires dans la région sont nombreuses, une menace bien plus redoutable aux portes de la Chine.

Conclusion : le sommet de Tianjin dont on a retenu l'impressionnant déploiement militaire

dans la parade célébrant la fin de la Seconde guerre mondiale en Asie donnera-t-il naissance à un « nouvel ordre » gouverné par la Chine ? Ou celle-ci se contentera-t-elle d'imposer le « rêve » lénifiant de Xi Jinping en jouant de sa puissance économique ?

Épisode à suivre.

---

### Yves Carmona

Ancien élève de l'ENA et diplomate, Yves CARMONA a passé la plus grande partie de sa carrière en Asie : conseiller des Affaires étrangères au Japon à deux reprises, premier conseiller à Singapour et ambassadeur au Laos puis au Népal (2012-2018). Dans ces postes comme dans ceux qu'il a occupés à Paris, il a concentré, y compris comme étudiant en japonais, son attention sur l'évolution très rapide des pays d'Asie et de leurs relations avec la France et l'Europe. Désormais retraité, il s'attache à mettre son expérience à disposition de ceux et celles à qui elle peut être utile.



# San San HNIN TUN

Professeure de birman à l'INALCO

## Analyse Nouveaux Regards

# La fête des lumières en Birmanie.

Par San San HNIN TUN

En Birmanie, le calendrier traditionnel birman est lunaire et comporte douze mois, comme le calendrier grégorien. Le jour de la pleine lune de chaque mois est un jour férié, marqué par une fête.

Ainsi, il existe deux fêtes des lumières :

- La première au mois de Thadingyut, qui marque la fin du carême bouddhique, pour le bouddhisme Theravada, ou le début de la saison sèche. Elle a lieu en général au mois d'octobre.
- La seconde au mois de Tazaungmone marque la fin de la saison des pluies et tombe en général au mois de novembre.

« Thadingyut » est connu également sous le nom de « fête des lumières » (en birman : သီတင်းကျွတ် မီးထွန်းပွဲတော်) se déroule le jour de la pleine lune du mois de Thadingyut (en birman : သီတင်းကျွတ်). En 2025, ce jour a lieu sur la période du 5 au 7 octobre, dont le 6 est le jour de la pleine lune de Thadingyut. Ainsi, les jours fériés pour les ambassades du Myanmar dans le monde entier et les ambassades et consulats sont les 6 et 7 octobre 2025.

Cette fête de Thadingyut est suivie par la fête de Tazaungdine. En 2025, cette fête se déroule le 4 novembre, selon le calendrier grégorien. Ainsi, certains préfèrent appeler la fête de Thadingyut

« la première fête des lumières » et la fête de Tazaungdine « la deuxième fête des lumières », car ces deux fêtes des lumières sont célébrées par des illuminations partout dans le pays.

Or, pour les Birmans, mis à part le fait que Thadingyut est connue comme la deuxième fête la plus populaire en Birmanie après Thingyan, le Nouvel An dans les pays bouddhiques Theravada en Asie du Sud-est, il y a une différence entre ces deux fêtes des lumières, au moins dans la pratique.

### Histoire et origine de la fête des lumières

**En Birmanie on dit que ces fêtes des lumières symbolisent le retour du Bouddha (du ciel) sur la planète Terre (chez les êtres humains).**

Pendant la nuit, le Bouddha est monté dans le ciel où vivait sa mère, Maya, réincarnée au pays des bons esprits dans le ciel (d'une manière générale, c'est l'équivalent du « Paradis » pour les Chrétiens), connu sous le nom de Trayastimsa/Tavitimsa (en birman : တာဝတိံသာ နတ်ပြည်) pour lui prêcher des textes d'Abhidhamma (အဘိဓမ္မ) pendant les trois



mois du carême bouddhique (connu sous le terme de vassa en Pali ou waso en birman - ဝါဆို).

Pendant les trois mois de carême, les gens, y compris les moines bouddhistes en Birmanie, ne changent pas de logements ni ne voyagent. Ainsi, pendant cette période en Birmanie, il ne se passe aucun déménagement ni aucun mariage qui nécessiterait de changer de foyer. Il faut ajouter que le carême bouddhique coïncide également avec la mousson ou la saison des pluies en Birmanie. Il est donc naturel que les gens ne se déplacent pas pendant le carême.

Lorsque le Bouddha retourna sur la planète Terre, les gens l'accueillirent avec des lumières sur son chemin. Ainsi, jusqu'aujourd'hui on voit partout dans le pays les maisons, les rues et les pagodes illuminées pour commémorer cet événement.

La fête des lumières de Tazaungmone, ou la deuxième fête des lumières, commémore le fait que la mère de Bouddha tissa un habit de moine bouddhique pour son fils avant son départ (car elle savait que son fils, le futur Bouddha, allait bientôt abandonner sa vie de prince au palais royal pour devenir Bouddha).

**Cette fête marque également la fin de la saison des pluies et le début de la période de kathina, terme qui signifie « le moment de faire des offrandes ».**

Ainsi, les moines reçoivent des tissus neufs pour faire de nouveaux habits. On dit en Birmanie que cette fête qui tient ses origines de Kattika en Pali ou kahtein en birman (ကထိန်) et commémore les planètes gardiennes en astrologie hindoue. La fête des lumières de Tazaundine est dite antérieure à l'introduction du Bouddhisme Theravada en Birmanie.

### Pratiques en Birmanie

La fête des lumières de Thadingyut est habituellement célébrée sur trois jours. La veille du jour de la pleine lune de Thadingyut, on rend hommage aux personnes plus âgées, les parents, les grands-parents, les enseignants, les oncles et les tantes, etc. D'une manière générale, tous ceux qui sont plus âgés que nous.

Dans les écoles, y compris les universités, sont organisées des cérémonies pour rendre hommage aux enseignants, connues sous le

terme de Saya kadaw bwe (ဆရာကန်တော့ပွဲ). Comme l'hommage se manifeste par une prosternation, si l'on n'est pas bouddhiste, on est autorisé à ne pas y participer.

On rend hommage en signe de demande de « pardon » pour les offenses qu'on aurait commises dans l'année. Ainsi, cette fête symbolise une gratitude et une demande de pardon. L'hommage aux aînés est rendu avec des offrandes de nourriture telles que des gâteaux, des fruits et d'autres cadeaux. En retour, les personnes âgées donnent de l'argent de poche aux plus jeunes. Beaucoup de jeunes Birmans bouddhistes considèrent que c'est le moment de gagner un peu d'argent de poche et les foyers sont remplis de nourriture festive ou spéciale.

Pour la fête des lumières de Tazaungdine en revanche, outre les illuminations colorées, on trouve partout en Birmanie toutes sortes de spectacles nocturnes, connus sous le terme de pwe (ပွဲ), y compris des zat pwe (ဇာတ်ပွဲ), l'équivalent birman de représentations théâtrales.

Si la fête de Thadingyut est célébrée plutôt d'une manière uniforme dans tout le pays, la célébration de la fête de Tazaungdine peut varier d'une région à une autre. Par exemple, dans la ville de Taunggyi de l'état Shan, des concours de lancement de montgolfières ou de lanternes sont organisés avec des ballons fabriqués en papier, qui volent dans le ciel à l'aide d'air chaud d'une bougie suspendue. Ce festival est connu sous le nom de « Festival de montgolfières de Taunggyi » et dure d'habitude cinq jours. Cette fête est souvent accompagnée du lancement de feux d'artifice.

Autre différence notable, pendant la fête de Tazaungdine, il y a partout dans le pays, mais tout particulièrement dans les grandes pagodes telles que la pagode Shwedagon de Yangon, des concours de tissage de robes de moines bouddhiques, appelés matho thingan yet pyaing pwe (မာသိုးသင်္ကန်းရက်ပြိုင်ပွဲ).

La fête commence la veille de la pleine lune de Tazaungdine et les tisseurs et les tisseuses regroupés en équipes tissent sur 2 nuits, à la lumière de la pleine lune, le tissu jaune à offrir aux moines. A l'issue de ce concours, la robe est offerte à la communauté monastique (Sangha) et non à un moine individuel.

Ces fêtes sont souvent accompagnées de musique et de spectacles. Les robes jaunes



tissées pour les moines bouddhiques sont connues également sous le nom de kahtein thin gan (ကထိန် သင်္ကန်း).

La fête de Tazaungdine est normalement associée au moment de faire des offrandes. On trouve par exemple des fêtes de Studitha (စတုဒီသာကျွေးပွဲ), pendant lesquelles l'on offre de la nourriture à tous ceux qui veulent, sans aucune discrimination. On offre également des padetha bin (ပဒေသာပင်) représentations d'un arbre « d'abondance » auquel sont suspendus des billets de banque ou des objets utiles offerts aux moines.

Dans certains quartiers, des jeunes, normalement hommes, célèbrent le kyi ma no pwe (ကျီးမနိုးပွဲ),

qui signifie « la fête avant le réveil des corbeaux » pour jouer des tours à leurs voisins ou leur dérober un objet (pendant la nuit, comme le suggère le titre de la fête.

Par exemple, les jeunes prennent les enseignes d'un lieu public pour les mettre à la porte de logements privés. Toutefois, ce n'est jamais sérieux, ni méchant car le lendemain tout le monde en rit.

Avec ces descriptions des fêtes des lumières, j'espère que vous avoir donné envie de visiter la Birmanie lors des mois d'octobre et de novembre, qui correspondent à la saison sèche en Birmanie, donc à « l'hiver » en Asie du Sud-Est, pendant lequel il ne fait jamais vraiment froid.

---

### San San HNIN TUN

San San HNIN TUN est maître de conférence dans la section de birman à l'Inalco (rattachée au laboratoire LACITO-CNRS). Elle a fait sa scolarité (jusqu'au premier Masters) en Birmanie avant de faire d'abord un PhD en English Studies à l'Université de Nottingham en Angleterre et puis un doctorat en Science du langage à l'Université de Paris 3 (Sorbonne Nouvelle), ses deux thèses sur la linguistique du corpus (birman). Avant de venir enseigner le birman à l'INALCO en 2010, elle a enseigné à l'Université de Cornell aux Etats-Unis depuis 1989.



**FONDATION  
FRANCE-ASIE**

Fonds de préfiguration

*La Fondation France-Asie est une Fondation indépendante  
consacrée aux relations entre la France et les pays d'Asie.*

*Créée en 2023, la Fondation France-Asie promeut les échanges entre les sociétés civiles française et asiatiques. Elle encourage le dialogue et le développement de nouveaux partenariats entre la France et les pays d'Asie, au service de valeurs partagées d'amitié entre les peuples, d'humanisme, de co-développement et de paix.*

**Président**

Nicolas Macquin

**Directeur Général**

Thomas Mulhaupt

**Directeur de la Publication**

Jean-Raphaël Peytregnet

**Édition**

Agathe Gravière

15 rue de la Bûcherie  
75005 Paris  
France

[www.fondationfranceasie.org](http://www.fondationfranceasie.org)

**Devenir contributeur, contacter :**

[jean-raphael.peytregnet@fondationfranceasie.org](mailto:jean-raphael.peytregnet@fondationfranceasie.org)

La présente publication exprime les points de vue et opinions des auteurs individuels. En notre qualité de plateforme dédiée au partage d'informations et d'idées, notre objectif est de mettre en avant une pluralité de perspectives. Ainsi, il convient de ne pas interpréter les opinions exprimées ici comme étant celles de la Fondation France-Asie ou de ses affiliés.

ISSN 3077-0556

